



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2532
10 février 2017
1,20 € • DOM: 1,80 €



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Avec Nathalie Arthaud

- **Affirmer
les exigences du
monde du travail**
- **Se préparer à les
imposer par la lutte**



Aulnay
**Assez de
violences
policières**

Page 3

Roumanie
**Les manifestants
font reculer
le gouvernement**

Page 11

**Échos
de la
campagne**

Pages 8-9



Fillon, Le Pen, Macron, Hamon... dans la course pour servir les riches

Il faudrait être bien naïf pour être convaincu par les excuses de Fillon. Il se prétend le champion de la probité et des sacrifices à imposer aux classes populaires. Pour Fillon, les ouvriers devraient travailler plus pour des salaires moindres, afin que les profits augmentent. 500 000 emplois publics devraient être détruits et la TVA augmentée, pour qu'on supprime l'impôt sur la fortune et qu'on abaisse les cotisations des entreprises. L'affaire des emplois de sa famille relève de la même arrogance: comme tout bourgeois, il estime que tout lui est dû, y compris un complément de revenu à un million d'euros d'argent public, c'est-à-dire ce qu'un ouvrier ne gagne pas en une vie. Pour ces gens-là, il est normal, pour qu'ils puissent se payer un manoir et des montres de luxe, que les travailleurs s'usent à la tâche 48 heures par semaine et jusqu'à 65 ans!

En plus des emplois de sa famille au Parlement, Fillon avait également fait rémunérer son épouse par une revue appartenant à Ladreit de Lacharrière. Pourquoi ce milliardaire a-t-il versé 100 000 euros pour un travail inexistant? Parce que, derrière sa morgue, Fillon n'est qu'un larbin des capitalistes, disposés à lui verser quelques piécettes en échange de services.

Les autres candidats battent la campagne. Après s'être enthousiasmés pour Fillon, les milieux d'affaires s'entichent de Macron. Celui-ci brasse surtout des formules creuses. Mais son passé d'ex-banquier parle pour lui. Au gouvernement, Macron a généralisé le travail du dimanche et a été un des artisans de la loi travail. Aujourd'hui, il veut alléger l'ISF en supprimant la part qui taxe la propriété d'entreprises, autrement dit l'essentiel! Les riches applaudissent.

Les ministres et dirigeants du PS sont partagés: de Macron ou de Hamon, quel cheval est le mieux placé pour leur permettre de retrouver un siège de député, voire une place de ministre? Voilà leur grand dilemme! Hamon, qu'ils fustigeaient il y a deux semaines, retrouve des vertus depuis qu'il monte dans les sondages. Après tout, sa promesse de revenu universel est inoffensive pour le grand patronat, puisque Hamon ne parle jamais de prendre sur les revenus et les fortunes de la grande bourgeoisie. Et il permet au PS de s'exonérer à bon compte du bilan désastreux de Hollande et Valls.

Le temps d'une campagne, le PS va retrouver un discours de gauche, après avoir gouverné à droite pendant cinq ans!

Le Pen a présenté son programme qui repose, sans surprise, sur la démagogie contre les immigrés. Comme son idole Donald Trump, qui multiplie les mesures révoltantes à l'encontre des Mexicains et des citoyens de pays musulmans du Moyen-Orient, elle veut diviser les travailleurs.

Le Pen est une bourgeoise, comme Trump. Celui-ci s'est entouré de milliardaires pour gouverner. Il multiplie les mesures en leur faveur, comme la suppression des quelques règles imposées aux banques après la crise des subprimes. Wall Street ne s'y trompe pas et en a fait sa coqueluche. Pour rassurer les capitalistes bien français qui ferment les usines, licencient et exploitent leurs salariés, Le Pen leur donne de nouveaux gages. Elle a ainsi promis ce week-end de pérenniser le CICE et a ôté de ses promesses la hausse des salaires de 200 euros. Elle veut supprimer le compte pénibilité, que le patronat trouve insupportable. Avec une telle candidate contre le « système », celui-ci a de beaux jours devant lui!

Il faut pourtant que les travailleurs fassent entendre leur opposition au système qu'aucun des principaux candidats, pas même Mélenchon, ne dénonce: le capitalisme. C'est le sens de la candidature de Nathalie Arthaud: faire entendre les exigences du monde du travail.

Pour mettre fin au chômage de masse, il faut interdire les licenciements et les plans de suppressions d'emplois; il faut répartir le travail entre tous sans perte de salaire.

Pour vivre dignement et enrayer la baisse du niveau de vie, il faut augmenter les salaires et les pensions d'au moins 300 euros. Pas un salarié ne doit gagner moins de 1800 euros net.

Contre l'accaparement des richesses par une petite minorité, contre les malversations, il faut imposer le contrôle des salariés sur les comptes des entreprises.

Voilà ce que défend Nathalie Arthaud, pour faire entendre le camp des travailleurs. À la différence des autres candidats, elle ne dit pas: « Votez pour moi et je ferai ceci et cela. » Elle dit: « Votez pour moi, afin de dire ce que sont les exigences du monde du travail et de nous préparer à les imposer par nos luttes. »

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ			
Candidats : les patrons ont l'embarras du choix	3	Assises de la CGT	7
Macron : le plein de mots creux	3	Embauches : les salariés mis aux enchères	7
Aulnay-sous-Bois : assez des violences policières	3	Jungle de Calais : bilan indigne 16	
Les affaires de Fillon	4	DANS LE MONDE	
Pour la transparence, encore un effort	4	États-Unis : Wall Street choyé par Trump	10
Le Pen : un programme propatronal	4	Israël : la loi soutient le vol des terres palestiniennes	10
Revenu universel : pas d'aumône, un travail et un salaire décent	5	Argentine : une coopérative ouvrière menacée	10
CICE : Hamon ne le remet pas en cause	5	Roumanie : recul du gouvernement	11
Mélenchon : son ennemi, c'est la finance	5	Malte : l'UE veut renvoyer les migrants	11
Le nucléaire : marché profitable et enjeu électoral	6	ENTREPRISES	
Fessenheim : inquiétude des salariés et des habitants	6	Bourg-en-Bresse : répartir le travail, pas les ouvriers	12
Dassault : accident de parcours	6	PSA - Poissy	12
Élections dans les TPE	7	Orange - Montpellier	12
		Ham : chômeurs et agents de Pôle emploi même combat	12
		Whirlpool - Amiens	13
		Vivarte	13
		Sophratex - Dreux	13
		Espa-Hutchinson	13
		EDF : profits aux dépens du personnel et des usagers	14
		Tarbes : après la grève des cliniques	14
		Neuhauser - Moselle : non au plan antisocial	15
		Sanofi : un patron reste un patron	16
		IL Y 60 ANS	
		L'exécution de Fernand Iveton	16
		LA CAMPAGNE	
		Salaires : 1800 euros minimum	8
		Hamon en Moselle : l'indignation inoffensive	8
		Il ne faut pas se taire	8
		Contrôle ouvrier sur la production et les comptes des bourgeois	9
		Le protectionnisme ne protège aucun travailleur	9

Lutte ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique « dans les kiosques ») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.

Candidats : les patrons ont l'embaras du choix

Les patrons lâcheront-ils Fillon pour Macron ? Il semble en tout cas qu'on s'interroge du côté du Medef.

Jusqu'à fin janvier, de tous les candidats, le préféré des patrons était Fillon. Un programme enthousiasmant, disait Gattaz. Presque trop. Gattaz lui-même s'inquiétait que la suppression brutale de 500 000 postes dans la fonction publique puisse mettre le feu aux poudres.

Autour de Fillon s'était constituée une véritable

garde rapprochée patronale, avec Henri de Castries, ex-PDG d'Axa, Pierre Danon, ex-PDG de Numericable, Patrick Pouyanné, PDG de Total, Marc Ladreit de Lacharrière, maintenant connu du grand public, ou encore Alain Afflelou, lequel déclarait même que, si Fillon était élu, lui qui vit à Londres était prêt à revenir en France!

Mais voilà, l'homme intègre qui, après mai 2017, devait faire accepter de nouveaux reculs et de nouveaux sacrifices aux travailleurs, est devenu celui par lequel le scandale arrive. Ça, au Medef, on n'aime pas trop. « *Depuis dix jours, nous nous sommes fait confisquer notre débat sur l'économie et l'entreprise en France, remplacé par un débat sur les valeurs morales* », a déclaré à des journalistes Jean-Baptiste Danet, président du groupe

d'influence Croissance plus et auteur du livre *Business is beautiful*.

Les grands patrons savent que les autres «grands» candidats serviront aussi leurs intérêts. C'est vrai de Macron bien sûr, l'ancien banquier de chez Rothschild et autre candidat affiché de la baisse des charges et de la flexibilité. Mais on a aussi vu Henri de Castries, à la conférence annuelle de la Coface, prendre la défense du revenu universel

proposé par Benoît Hamon. Un système où l'État, avec l'argent des impôts, prendrait en charge une partie des salaires, voilà une idée tout à fait séduisante pour les capitalistes.

Les grands bourgeois ne sont pas à court de prétendants pour appliquer leur politique, une fois au pouvoir.

Et il faudrait que les travailleurs choisissent parmi ces politiciens celui qui va les matraquer demain?

Antoine Ferrer

Macron : le plein de mots creux

En meeting à Lyon le 4 février, Macron s'est dit à la recherche d'un slogan. Plutôt que le En marche, émanant prétend-il de ses partisans, il pourrait adopter : « Chez Macron, tout est bon ».

Tout est bon pour faire du bruit avec des mots, bien ronds, usés comme de vieux galets roulés dans les paroles des politiciens de plusieurs générations. À Lyon, Macron a égrené, sur plusieurs écrans simultanément, les lieux communs du discours électoral, allant de « *reprendre leur destin en main* » à « *le meilleur est à nous* », en passant par les « *combats contemporains* » nommés « *liberté, égalité, fraternité* », soigneusement ar-ti-cu-lés mais bien peu illustrés dans un quelconque programme.

Son programme? Macron le dévoilera le 3 mars, promet-il. D'ici là, lui et son staff ont laissé percer

quelques vagues notions, ni de droite ni de gauche, mais... plutôt de droite tout de même.

Celui qui considère « *que le travail est une valeur, parce que c'est la première source d'émancipation individuelle* » est loin d'en revendiquer un pour les 6 millions de chômeurs. Au contraire, il trouve les 35 heures « *insuffisantes quand on est jeune* », surtout payées au smic, en effet! Pour « *accompagner le retour à l'activité* », il suggère obscurément de « *transformer le RSA* » et, dans tous les cas, de poursuivre la politique d'aide aux entreprises, en transformant le CICE en allègement de

charges durable qui, selon lui, inciterait les patrons à créer davantage d'emplois. Quand on voit le peu d'emplois créés depuis quatre ans par ces dizaines de milliards distribués largement, on frémit de les voir devenir durables. Quant aux vieux travailleurs, Macron aborde l'âge de la retraite avec une sorte de légèreté insouciant, parlant de le « *moduler selon les individus et les situations* ».

Le salaire? Il se verrait amputé d'une CSG plus élevée, en échange d'une suppression des cotisations maladie et chômage. C'est le flou total sur le financement de l'assurance-maladie et de l'Unédic, plus encore sur les salaires qui ne permettent pas de vivre décemment.

Dans le bric-à-brac, on peut encore trouver la tarte à la crème de la réforme



de la carte scolaire, la réduction de la part du nucléaire dans l'énergie, l'augmentation du budget de la défense, l'innovation, l'excellence, trois ratons-laveurs et... une promesse chiffrée, une: la création de 10000 postes de policiers et gendarmes.

Une précision récente, cependant : l'ex-banquier

Macron propose de supprimer tout bonnement l'ISF, l'impôt sur la fortune, pour les actionnaires, qu'il n'hésite pas à considérer comme ceux qui « *financent l'économie réelle* ». Seul le patrimoine foncier serait imposé. Tout au plus une pierre dans le parc du châtelain Fillon!

Viviane Lafont

Aulnay-sous-Bois : assez des violences policières!



CYRIL ZANNETTACC

Les quatre policiers accusés d'avoir frappé et violé avec une matraque Théo, un jeune homme de 22 ans d'Aulnay, en banlieue parisienne, ont été suspendus de leurs fonctions et mis en examen. Mais un seul l'est encore pour viol en réunion, les trois autres accusations ayant été requalifiées en violences volontaires.

Une manifestation de plusieurs centaines d'habitants du quartier populaire de la Rose des Vents, où s'est produite l'agression, s'est déroulée lundi 6 février.

Aux cris de « *Justice pour Théo* », des mères du quartier, en tête de cortège, exprimaient leur colère: « *On étouffe ici. Comment nos enfants vont continuer à vivre*

avec ça? ». « Ça », c'est cette agression particulièrement barbare et humiliante. Et c'est aussi la conscience que l'attitude provocatrice de la police dans les quartiers populaires n'a rien d'exceptionnel.

Le racisme, les provocations, les contrôles répétés, les humiliations, voire la violence des policiers y font partie du quotidien. Certes, tous ne se conduisent pas en voyous racistes, mais les discours des politiciens, attisant la haine contre les immigrés ou ciblant les jeunes des quartiers populaires comme autant de délinquants, participent à donner aux policiers le sentiment qu'ils peuvent tout se permettre. La visite que Hollande a faite au chevet de Théo est bien peu de chose en face de l'attitude de l'État.

Les policiers agresseurs font partie de la BST, brigade spécialisée de terrain.

Censées être des brigades de proximité, elles ont été armées et équipées sous le gouvernement Sarkozy, en 2010, pour se spécialiser dans l'intervention dans les quartiers difficiles. « *Pour eux, être sur le terrain ça veut dire se comporter comme des cow-boys au milieu des Indiens* », explique un jeune du quartier, qui travaille dans un collège du secteur et qui poursuit: « *Ce n'est pas seulement l'attitude de la police, c'est l'absence*

de boulot, l'absence de justice qui fait qu'il n'y a pas d'égalité. »

La famille de Théo exige la justice pour le jeune homme, toujours hospitalisé après avoir été opéré suite aux blessures infligées par le policier. Elle peut compter sur la solidarité des habitants du quartier et au-delà. Un nouveau rassemblement se prépare pour samedi 11 février, à 16h, devant le palais de justice de Bobigny.

Nadia Cantale

AGENDA

Fête de Lutte Ouvrière

Beauvais

Dimanche 5 mars à 11 heures

Espace Argentine - 15, rue du Morvan

à 12 heures : allocution de Nathalie Arthaud

Fillon : faux-jeton à ce point-là, c'est de la franchise

Lors de sa conférence de presse, lundi 6 février, Fillon a parlé aux siens et répondu à leurs doutes : oui, les révélations du *Canard enchaîné* sont exactes, la petite entreprise familiale Fillon est bien spécialisée dans l'accaparement de fonds publics.

Fillon ajoute même qu'il touchait aussi des fonds privés, par l'intermédiaire d'une société de conseil dont il est le seul salarié et le seul actionnaire. Mais, d'après lui, tout serait parfaitement légal. Donc il reste candidat et, enfonçant le clou, il assène que la droite n'a pas de candidat de remplacement.

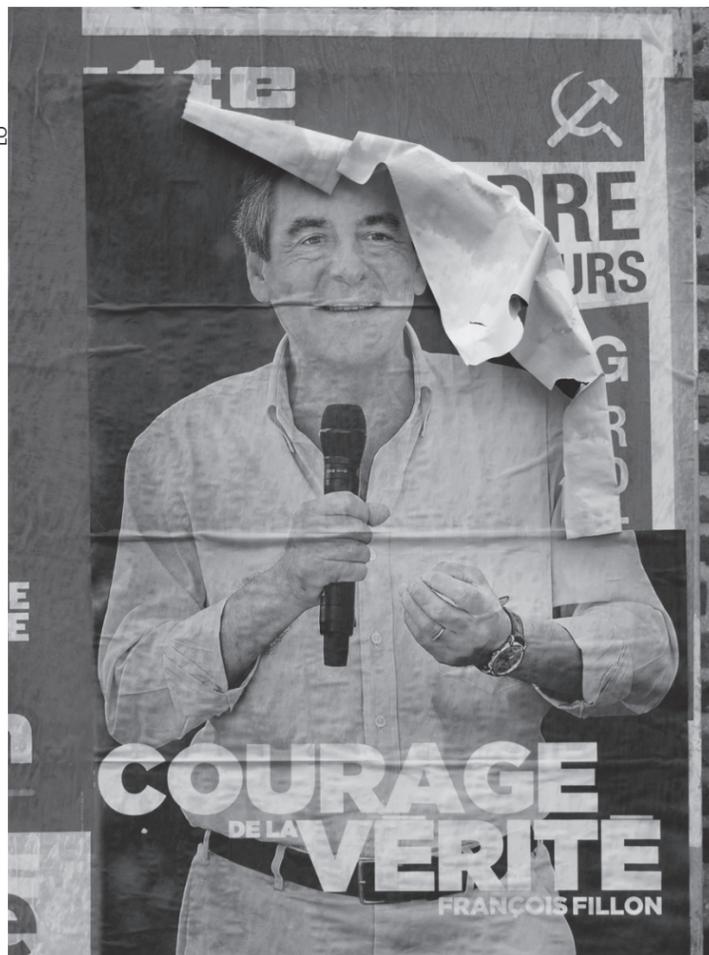
Pendant sa campagne des primaires, Fillon avait joué au moraliste, comptable des deniers publics. Rattrapé par ses affaires qui, légales ou non, laissent apparaître une avidité peu commune, le candidat change de registre. Il assume d'avoir permis à son épouse et à ses enfants d'engranger un million d'euros d'argent public sans avoir à faire autre chose que de porter son nom. Il assume d'avoir, homme politique, monté une affaire pour rentabiliser son carnet d'adresses. Il assume le fait que son épouse soit payée 5 000 euros par mois à ne rien faire, alors qu'il est le champion de la baisse des salaires réels pour le commun des mortels.

Ne pouvant plus les

caler, Fillon promet de publier ses comptes. Le nouveau Fillon est donc un millionnaire, vivant de l'argent public et exigeant des travailleurs toujours plus de sacrifices. Peut-être trouvera-t-il à droite suffisamment de gens comme lui, ou rêvant

d'être comme lui, pour se maintenir comme candidat, voire remporter l'élection. Pour les travailleurs, cela n'a pas d'importance. Fillon aura eu, malgré lui, le mérite de donner à voir la pourriture du monde des politiciens au service du capital, les mensonges qu'ils sont capables de proférer sans frémir, le mépris qu'ils montrent pour ceux qui doivent effectivement travailler pour vivre.

Paul Galois



Fillon sur une affiche LO, ça ne colle pas...

Transparence, encore un effort

Sur le site de Fillon et sous le titre « transparence » apparaissent maintenant les avoirs du ménage. Fillon avait juré ses grands dieux ne détenir qu'un seul compte bancaire. Il en déclare maintenant 17, tous dans la même agence, il faut le dire. S'y ajoute une liste

de propriétés et des revenus annuels de plusieurs centaines de milliers d'euros, chaque année. Tout semblait donc dit.

Que l'on se détrompe ! Au lendemain de l'exercice de transparence fillonesque du 6 février, le *Canard enchaîné* annonçait

qu'à la fin de sa carrière parlementaire son épouse Penelope avait touché une prime de licenciement de 45 000 euros. Le chèque oublié traîne-t-il quelque part dans son sac, ou entre deux coussins du canapé du salon.

N.S.

Le banquier et ses danseuses

Le financier Marc Lacharrière est fidèle en amitié. Propriétaire de la *Revue des deux mondes*, il a offert à Penelope Fillon 5 000 euros par mois pendant près de deux ans pour la désennuyer. Voyant que

François Fillon montait une petite société de conseil, il lui a aussitôt offert sa clientèle et est passé à la caisse. La *Revue des deux mondes* a, par ailleurs, rempli ses colonnes d'articles laudateurs, issus des meilleures

plumes, sur le candidat Fillon, espoir de la droite.

D'un bourgeois qui finance à perte une revue, un théâtre ou un artiste, on dit qu'il entretient sa danseuse. Toutes ne portent pas le tutu.

P. G.

Le Pen : un programme propatronal

Le 5 février, Marine Le Pen a présenté son programme pour l'élection présidentielle. Outre la démagogie la plus crasse contre les travailleurs immigrés, elle cherche à plaire au patronat avec une orientation fondamentalement antiouvrière.

Le Pen annonce bien quelques mesures en direction des classes populaires, comme la baisse des tarifs du gaz et de l'électricité de 5 %, la diminution de 10 % de l'impôt sur le revenu pour les tranches les plus basses. Elle se prononce aussi pour le retrait de la loi travail et pour le retour de la retraite à 60 ans.

Mais, et c'est le plus significatif, elle abandonne déjà sa proposition d'une augmentation de 200 euros pour les petits salaires, qui est remplacée par une prime de 80 euros par mois pour les bas revenus et les petites retraites. De plus, cette prime n'augmentera en rien le pouvoir d'achat car elle sera financée par une taxe sur les importations et entraînera donc une augmentation des prix.

Le Pen conserve toutes les mesures anti-immigrés les plus abjectes. Elle veut inscrire dans la Constitution la « priorité nationale » applicable notamment en matière d'embauche, taxer l'emploi des salariés étrangers, supprimer les remboursements de soins des travailleurs immigrés, etc. Toutes ces mesures visent à diviser les travailleurs en s'en prenant à la fraction immigrée de la classe ouvrière, avant de s'en prendre aux autres, tout comme dans une entreprise le patron s'attaque aux intérimaires avant de s'attaquer aux travailleurs en CDI. Les immigrés lui servent de boucs émissaires pour détourner contre eux la colère des

autres travailleurs et protéger le grand patronat, le seul et vrai responsable du chômage et des bas salaires.

Protéger les patrons et leurs profits, c'est la base des idées de Le Pen. Dernièrement, elle s'est déclarée contre l'augmentation du smic, qui entraînerait « une charge supplémentaire pour les entreprises », en clair : une perte de profit pour le patronat. Comme celui de n'importe quel politicien bourgeois, son programme fourmille de promesses de cadeaux aux patrons : suppression du compte pénibilité et des cotisations patronales pour une première embauche d'un jeune sur une période de deux ans, baisse de 33 % à 15 % des impôts sur le bénéfice des petites entreprises, maintien du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), etc. Et les mesures protectionnistes que Le Pen préconise seraient surtout des moyens de protéger les parts de marché des entreprises françaises et donc les profits des capitalistes français.

Enfin, après avoir beaucoup parlé dans le passé de sortir la France de l'euro, Le Pen a visiblement décidé de mettre ce sujet en veilleuse, le grand patronat étant aujourd'hui particulièrement hostile à cette mesure. Il pourra ainsi être pleinement rassuré.

Le Pen dénonce « la gauche du fric et la droite du fric ». C'est bien normal quand on représente... l'extrême droite du fric.

Arnaud Louvet

Vraiment Penible

Devant un congrès patronal, Le Pen a déclaré qu'elle abrogerait le compte pénibilité. Pour l'instant, l'application de cette disposition est pourtant loin d'être certaine. Et de toute façon cette usine à gaz, présentée par le gouvernement comme un cadeau pour les travailleurs au moment des attaques contre les retraites, ne va ni écorner les bénéfices des entreprises, ni faciliter la vie des travailleurs concernés. Mais le simple fait de devoir remplir un peu de paperasse et d'évoquer

l'exploitation est présenté comme insupportable pour les patrons.

En leur promettant la suppression de ce gadget, Le Pen a le culot d'affirmer que « la pénibilité, on la retrouve dans la fiche de paie ». Quel cynisme, alors que dans l'économie capitaliste les boulots les plus pénibles sont souvent les plus mal payés. Quand elle est en intimité avec des bourgeois, ses semblables, Le Pen ne fait plus semblant de s'intéresser au sort des travailleurs.

Camille Lulle

Revenu universel : pas d'aumône, un travail !

À en croire Benoît Hamon, candidat du PS à la présidentielle, « notre modèle de développement est dépassé et 43% des emplois en France sont menacés » par la révolution numérique et l'utilisation croissante des robots. On irait à grands pas vers une société de la fin du travail. Sa solution est le revenu universel, dont il a fait sa marque de fabrique et qui, selon certains, serait la grande innovation de la campagne présidentielle 2017.

Mais que serait ce revenu universel d'existence, selon son nom complet ? D'abord, pas grand-chose en termes de pouvoir d'achat : même si Hamon entretient le flou à ce sujet, son revenu universel ne dépasserait pas le niveau du minimum vieillesse.

Les politiciens qui prônent le revenu universel, tel Hamon, sans oublier ceux qui ont le culot de le juger trop coûteux, seraient bien en peine de dire comment on peut vraiment vivre avec 750 euros par mois, eux qui peuvent gagner dix fois plus comme ministre ou parlementaire, et dont beaucoup côtoient les milieux de la grande industrie et de la finance, aux revenus bien plus élevés encore.

Mais ce n'est pas à leur monde que ces gens-là destinent le revenu universel, ou les mensonges sur le travail qui viendrait

à manquer, ce à quoi les travailleurs devraient s'adapter en acceptant des revenus de misère. Car tous les discours sur le revenu universel se réduisent à cela : préparer l'opinion à de nouvelles réductions du pouvoir d'achat.

Les dames patronnesses du 19^e siècle allaient donner la pièce aux ouvriers que leurs maris exploitaient, en espérant que cela éviterait qu'ils se révoltent contre leur sort.

Hamon sait que le monde du travail n'en peut plus, avec l'explosion du chômage et de la précarité, les millions de chômeurs, de salariés de plus en plus mal payés, de jeunes sans perspectives... Mais, pour lui et ses pareils, il n'est pas question de pointer du doigt celui qui en est la cause : le patronat. Et encore moins de prendre sur les profits patronaux accumulés, afin d'assurer un travail et un salaire suffisant à tous les travailleurs. Alors, certains nous servent le revenu universel.

Ce qu'il faut aux salariés, jeunes ou vieux, avec ou sans emploi, aux retraités, ce n'est pas une aumône. Les travailleurs veulent vivre dignement, avec un salaire décent, qui ne devrait pas être inférieur à 1800 euros net, de même que les retraites, allocations et pensions.

Pierre Laffitte

CICE : Hamon ne le remet pas en cause

Benoît Hamon n'est pas avare de critiques envers le CICE, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, la mesure phare du gouvernement Ayrault qui était censée faire redémarrer l'économie et ainsi créer des emplois.

Si les quelque 45 milliards d'euros versés depuis sa création ont bien été empochés par les entreprises, on ne voit pas où sont les emplois promis. Tout au plus, affirment les défenseurs de ce système, 100 000 à 150 000 emplois auraient été sauvegardés. C'est d'autant plus facile à dire que ce chiffre est incontrôlable.

Mais si Hamon s'en prend au CICE et à son inefficacité en matière de création d'emplois, il ne parle pas de supprimer ce cadeau

fait aux patrons dans l'avenir, ni de leur faire rembourser ce qu'ils ont touché. Dans son programme, il se contente de dire que ce crédit d'impôt doit être « conditionné à la réalisation d'objectifs de création de postes, de progrès écologiques, et d'une réduction du temps de travail ». Mais qu'est-ce que cela veut dire, alors que rien n'est chiffré, ni les embauches ni la réduction du temps de travail.

Les patrons n'ont donc pas trop de souci à se faire, même dans le cas fort hypothétique où Hamon serait élu en mai prochain, ils pourraient continuer à percevoir les aides de l'État, sans même s'engager réellement sur des contreparties.

M.L.



Le travail manque ? Embauche dans les services publics

Hamon prétend, et il n'est pas le seul, qu'il n'y aurait pas assez de travail pour tous. C'est une mauvaise blague. Comme s'il n'y avait plus de besoins urgents à satisfaire dans bien des domaines !

Avant de dire que le travail manque, qu'on commence donc par embaucher partout où le besoin s'en fait cruellement sentir :

dans les hôpitaux, l'enseignement, les maisons de retraite, les transports, à La Poste, dans la construction de logements à loyers abordables pour les salariés, dans la construction et l'entretien des routes...

Et si cela ne suffit encore pas, il faut répartir le travail existant entre tous. Personne ne restera ainsi sur le bord du chemin, ne se

sentira exclu du monde du travail, et cela permettra à tous de souffler un peu. Et il faut en même temps le maintien du salaire, car les travailleurs, qui n'y ont aucune responsabilité, n'ont pas à payer pour l'incapacité des capitalistes et de leur système à assurer à tous une vie digne de ce nom.

P.L.

Mélenchon : son ennemi c'est la finance...

Dans son livre *L'Avenir en commun*, Jean-Luc Mélenchon présente son programme, celui de son mouvement La France insoumise. Au chapitre consacré à l'économie, pour protéger les salariés et la production en France, il affirme vouloir « mettre au pas la finance ». Voilà qui rappelle le « Mon ennemi, c'est la finance » de Hollande en 2012, avant un quinquennat entièrement aux ordres du patronat.

Mélenchon, qui se veut en rupture avec ce désastre économique, fait donc une série de propositions : séparer les banques d'affaires et de détail, contrôler les mouvements de capitaux, instaurer une taxe réelle sur les transactions financières, moduler l'impôt sur les sociétés selon l'usage des bénéfices pour encourager l'investissement en France...

Le ton est radical mais, derrière les formules, en dehors de la référence cocardière habituelle, on trouve le flou : qu'est-ce qu'une taxe « réelle » ? Qui contrôlera les mouvements de capitaux ? Et proposer au patronat le donnant-donnant, avantages contre

investissement, au nom de la défense de l'économie, qu'est-ce d'autre que continuer sur la lancée de tous les gouvernements ? À supposer que de telles propositions prennent forme, les entreprises sont capables de tourner la loi ou de la mettre à profit pour être encore moins imposées. Renault a bien créé une filiale fantôme pour toucher un maximum du crédit impôt-recherche, et ce n'est qu'un exemple.

Les réglementations peuvent gêner le patronat ou les financiers, un certain

temps. Mais, pour les adoucir ou les contourner, ils ont leurs représentants politiques et plus encore leurs relations dans l'appareil d'État, dans de multiples institutions économiques ou judiciaires, y compris celles qui sont censées les contrôler.

Ce système, Mélenchon n'en dénonce que les abus et prétend l'améliorer. Il veut faire croire qu'il suffit de voter pour lui et qu'il fera le reste. Hollande n'avait pas dit autre chose en 2012.

Sylvie Maréchal

Comme un poisson dans l'eau bénite

Jean-Luc Mélenchon a donné une interview à *Famille chrétienne*, une publication très famille, très chrétienne et très à droite, montrant qu'il savait s'adapter en souplesse à un tel public.

Ainsi, Mélenchon a dit qu'il comprenait, sans approuver, ceux qui avaient manifesté contre le mariage pour tous, s'est trouvé des points communs avec le pape, a rappelé son

éducation catholique et prouvé par de nombreuses citations et tournures de phrase qu'il ne l'avait pas oubliée. Tout cela a été dit sur un ton de franche camaraderie et sans omettre le coup de chapeau obligatoire à l'armée française, le sabre étant toujours l'ami du goupillon.

À défaut d'entendre des voix, Mélenchon en attend, y compris de ce côté-là.

C.P.

Le nucléaire : marché profitable et enjeu électoral

Les polémiques autour de la fermeture de la centrale de Fessenheim ont relancé les discussions sur la place de l'énergie nucléaire dans la production d'électricité.

Les candidats à la présidentielle promettent la réduction du nucléaire, voire pour certains son abandon à court terme. Il en va du nucléaire comme de l'emploi ou du pouvoir d'achat : tous promettent de s'en occuper mais, une fois au pouvoir, tous s'alignent derrière les intérêts des capitalistes, qui ont le véritable pouvoir de décision.

L'énergie nucléaire représente en France 75% de la production d'électricité, contre 10% en moyenne dans le monde. C'est le fruit des choix faits par l'État dans les années 1970, qui étaient de favoriser cette technique au nom de l'indépendance énergétique de la France, oubliant que l'uranium est extrait au Niger, plus au cœur de la FrancAfrique que de l'hexagone. Ce choix a offert pendant des décennies un marché aux rois du BTP et à toute la filière nucléaire, qui va de la construction et la maintenance des réacteurs au traitement du combustible et des déchets.

C'est encore la défense des intérêts d'Areva et de Bouygues qui décida Jospin, avec l'écologiste Voynet comme ministre, à construire l'EPR à Flamanville. Avec un coût passé

de 3 à 10 milliards d'euros, cela se solde par un gouffre financier, doublé d'un fiasco technologique, avec des malfaçons et une livraison qui a pris dix ans de retard. Nul ne sait si l'EPR produira un jour de l'électricité!

Depuis la construction des premières centrales, le nucléaire a suscité une forte opposition d'une fraction de la population. À ses yeux, les dangers (risques d'accidents graves et déchets radioactifs) sont pires que les avantages (absence de contribution au réchauffement climatique et puissance de la production). La catastrophe de Tchernobyl en 1986 et celle de Fukushima en 2011, faisant des milliers de victimes, rendant de vastes zones inhabitables et sacrifiant les travailleurs chargés d'intervenir, ont renforcé les détracteurs du nucléaire.

Mais, plus encore que les dangers du nucléaire, Fukushima a démontré l'irresponsabilité d'une entreprise privée comme Tepco, prête à falsifier des rapports avec la complicité des autorités, pour ne pas amputer ses profits. Même si l'État reste son actionnaire majoritaire, EDF fonctionne avec la même logique de rentabilité,



supprimant des emplois pour dégager des profits. Elle a recours à la sous-traitance et exploite les « nomades du nucléaire », qui subissent l'essentiel des radiations lors de la maintenance des installations. Elle entretient l'opacité sur l'état de celles-ci.

Le secret industriel, la recherche du profit et l'exploitation caractérisent en fait toute l'économie capitaliste et, des mines de charbon à l'amiante, elle est la cause de multiples catastrophes, pollutions ou maladies. Mais, parce qu'elle menace bien au-delà de ceux qui la mettent en œuvre, l'industrie

nucléaire suscite davantage de mobilisations et de rejets.

De nombreux responsables politiques utilisent cette inquiétude de la population comme argument électoral et finissent par se dire tous écologistes. Ils promettent de réduire la part du nucléaire, voire, comme Mélenchon, d'en sortir d'ici 2050. En 2012, Hollande avait promis la fermeture de la centrale de Fessenheim, une des plus anciennes centrales, installée dans une zone sismique inondable. La promesse n'a pas été tenue. En tergiversant, Hollande aura ainsi réussi à se mettre à dos

aussi bien les travailleurs, qui craignent légitimement pour leur emploi, que les riverains, inquiets pour les dangers!

Produire de l'électricité sans menacer la santé des travailleurs ou celle de la population et sans détruire la nature serait possible. Ce n'est pas seulement une question technique. Cela nécessiterait d'exproprier les grandes entreprises qui dominent la production de l'énergie, nucléaire ou pas, pour les placer sous le contrôle direct et conscient des travailleurs, des consommateurs et des riverains des installations.

Xavier Lachau

Fessenheim : l'inquiétude de la population et des salariés

La fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim dans le Bas-Rhin était une promesse du candidat Hollande en 2012. Encore une qu'il ne tint pas. Fillon, lui, a promis de ne pas la fermer s'il était élu. Fermeture ou maintien, ils ont au moins en commun leur indifférence complète au sort des travailleurs, ceux de la centrale ou ceux vivant dans le voisinage.

Les travailleurs de la centrale ont des raisons de s'inquiéter, puisqu'ils ne savent rien sur leur sort en cas de fermeture. Pourtant une chose est sûre : ce n'est pas à eux de payer, EDF a largement de quoi maintenir tous les emplois, sur place, avec les mêmes salaires.

Mais la plupart des travailleurs sont également inquiets... que la centrale

soit toujours en service. Et chez les habitants de la région c'est cette inquiétude qui l'emporte. Non seulement elle est vétuste (c'est la plus vieille en France), mais elle est installée en zone de risque sismique, avec plusieurs usines chimiques classées Seveso à proximité. Cela dans une région très densément peuplée : un million d'habitants vivent dans un rayon de 30 km, avec notamment les villes de Colmar, Mulhouse et Freiburg (en Allemagne).

Les incidents se répètent, certains graves. L'accident le plus sérieux s'est produit en avril 2014. Le site a alors été inondé, la centrale ayant été construite en zone inondable : sous le niveau du grand canal d'Alsace ! Plusieurs systèmes d'arrêt d'urgence ont successivement fait défaut, et

la situation a été un temps hors contrôle. L'Autorité de sûreté nucléaire a mis plus de deux ans à reconnaître la gravité de l'accident. Parmi les derniers incidents, il y a eu la découverte d'une pièce non conforme au nucléaire (en raison d'une

fraude) dans un générateur de vapeur.

Lorsqu'il y a un problème, l'opacité règne : il est impossible de savoir ce qui se passe, ASN et EDF minimisent systématiquement ou nient. C'est bien au fond le premier problème,

ce secret bien entretenu devrait être levé pour que les premiers concernés, les salariés et habitants, aient enfin les moyens de se faire un avis, et aient un vrai contrôle sur les décisions qui les impliquent.

Correspondant LO

Dassault : accident de parcours

L'avionneur Serge Dassault a été condamné jeudi 2 février à une amende d'un million d'euros et à cinq ans d'inéligibilité. La justice lui reproche d'avoir pendant quinze ans dissimulé au fisc des dizaines de millions, sur des comptes au Luxembourg et au Liechtenstein. Cela ne l'empêchait pas de voter allègrement les lois contre la fraude fiscale : il ne faut pas confondre ce qui est bon pour lui et

ce qui est bon pour les autres.

Son grand âge, 91 ans, lui a évité la prison ferme, ont dit les juges. De plus, comme il a fait appel, il garde son siège au Sénat. C'est pourtant un récidiviste, dont l'élection à la mairie de Corbeil a été invalidée en 2009 pour irrégularité des comptes de campagne, achat de voix, clientélisme et malversations diverses.

Mais ce n'est pas une

décision de justice qui peut abattre Dassault. Même condamné ou emprisonné, il conserverait son pouvoir de grand bourgeois, cinquième fortune de France avec 16 milliards, son influence de patron du groupe de presse du Figaro, ses relations avec les politiciens de droite et avec l'armée qu'il fournit en avions, enfin avec les sommets de l'État.

Vincent Gelas

Élections dans les TPE : un fiasco organisé par le gouvernement

Les élections professionnelles dans les TPE, c'est-à-dire dans les toutes petites entreprises de moins de 11 salariés, ont eu lieu en décembre-janvier. Les résultats viennent d'être publiés.

Toutes les centrales syndicales ont déploré le faible taux de participation. Seuls 300 000 salariés, soit 7,35 % des inscrits, ont voté, sur 4,5 millions de salariés concernés.

Il y a eu encore moins de votants que pour l'élection précédente en 2012, où 10 % des salariés avaient voté. Mais comment s'en étonner ? Dans ces petites entreprises, la simple présence d'un syndicat reste exceptionnelle. La pression des petits patrons, la crainte d'être mal vu, surtout si on est le seul syndiqué, la non-protection vis-à-vis d'éventuelles sanctions, tout concourt à cette quasi-inexistence syndicale. Mais le moins qu'on puisse dire est que le gouvernement n'a pas favorisé la publicité autour de ces élections. Pas

de panneaux d'affichage pour la propagande électorale, pas de bureaux de vote puisque le vote se déroulait exclusivement par Internet, pas de possibilités pour les syndicats de s'exprimer à la télévision ou à la radio. Pour des élections qui concernaient 4,5 millions

de salariés, le gouvernement et les médias n'ont rien fait. La comparaison avec le bruit fait autour des candidats des primaires de droite puis de gauche est éloquente et choquante.

La CGT, avec 25 % des voix, reste dans ces TPE la première centrale syndicale, devant la CFDT qui a obtenu 15,5 % des voix. Par rapport à l'élection de 2012, toutes deux ont perdu des voix : 4,4 % pour l'une,

3,7 % pour l'autre. L'écart entre les deux centrales reste donc quasi constant. Pour ceux qui espéraient une dégringolade de la CGT par rapport à la CFDT, il y a une certaine déception. C'est surtout l'UNSA qui a gagné des voix, en atteignant 12,5 %, mais toujours derrière FO.

Ces élections vont servir d'abord à désigner des représentants à des commissions paritaires régionales interprofessionnelles qui, tout le monde le dit, ne serviront à rien. Elles n'auront aucun pouvoir, et en plus le Medef n'en veut pas.

Mais, du point de vue des centrales syndicales, il y a d'autres enjeux, qui concernent leur fonctionnement et leur existence même. En effet les résultats dans les TPE vont être cumulés, fin mars, avec ceux obtenus dans les élections professionnelles de toutes

les autres entreprises. En fonction de ces résultats, les conseillers prud'homaux seront désignés, et la représentativité de chaque syndicat sera établie, au niveau national interprofessionnel et au niveau des branches.

La CGT craint d'y perdre des postes, elle qui avait en 2012 la première place. Mais rappelons que le système en place est issu d'un accord signé entre la CGT, la CFDT, et le Medef, transformé en loi en 2008. Ce sont ces deux centrales syndicales qui ont demandé que les appareils majoritaires soient surreprésentés, d'abord au détriment des autres syndicats, mais en acceptant que leurs syndicats et militants locaux soient également pénalisés. Aujourd'hui, la CGT s'inquiète des conséquences. Mais à qui la faute ?

Bertrand Gordes



Des militants CGT en campagne pour les élections dans les TPE à Mantes-la-Jolie.

Assises de la CGT : convaincre les patrons ou les contraindre ?

Dans une brochure éditée pour les Assises de l'industrie qu'elle impulse, la CGT pose le problème des fermetures en cascade de sites industriels. Pour elle, la priorité est de « revoir les aides aux entreprises pour les réorienter vers la régénération des sites industriels et la création d'emplois ».

Il est en effet très choquant que les grandes entreprises, en particulier, se gavent d'aides publiques, tout en continuant à licencier, à supprimer des postes ou à fermer des sites. Mais une réorientation des aides ne suffira pas à arrêter cette hémorragie d'emplois. Elle est d'abord le résultat de la course au profit menée par les patrons, et les aides ne jouent qu'un rôle marginal dans leurs choix.

De plus, en admettant que les aides soient réellement réorientées vers les sites industriels, sans contrôle des travailleurs et en l'absence de contraintes sur les patrons, cela ne les empêcherait pas de fermer l'entreprise ou de licencier quelques mois ou années plus tard.

La CGT met en avant l'urgence de la reconquête industrielle. Elle explique : « Si on relocalisait la production, ne serait-ce que d'un tiers de ces produits, ce serait des centaines d'emplois recréés dans le pays. » Elle met en débat, selon ses termes, la nécessité

de « produire autrement et mieux ». Mais toute la difficulté est de savoir comment imposer une telle politique aux patrons.

L'expérience de la gauche au pouvoir montre qu'on ne peut compter sur un gouvernement pour imposer aux patrons une autre politique industrielle que celle qu'ils ont choisie. D'ailleurs, ces derniers se moquent de ce que peuvent penser les politiciens au pouvoir, sachant qu'après quelques protestations initiales ils les aideront à justifier les licenciements.

L'intervention de l'État au capital des entreprises

n'y change rien. Les salariés ont été les variables d'ajustement, dans les entreprises nationalisées comme dans les autres. Lorsque l'État est présent financièrement au sein des grands groupes du pays, il avalise aussi leur politique.

Empêcher les fermetures d'entreprises ou les licenciements nécessite un rapport de force entre les patrons et les salariés. Seule la mobilisation du monde du travail sur son terrain de classe peut imposer à la bourgeoisie de prendre sur ses profits, passés et présents, pour maintenir les emplois. Les conseils donnés aux patrons ou aux gouvernements pour leur recommander une autre politique industrielle ne peuvent remplacer une telle lutte.

Inès Rabah

Embauches : les salariés mis aux enchères

En même temps qu'étaient publiés fin janvier des chiffres montrant une aggravation du chômage, les médias ont repris l'exemple d'un site informatique sur lequel les emplois sont mis aux enchères, laissant de fait entendre que cela pourrait être une solution pour lutter contre le chômage.

Un ancien directeur des ressources humaines a créé ce site pour les cadres au chômage, où chacun peut envoyer son CV en fixant à quel niveau de salaire il estime sa compétence. D'après cet ex-DRH, il n'y aurait là aucun dumping salarial, rien n'oblige l'employeur à privilégier l'embauche du moins-disant.

Se vanter ouvertement de ce genre de pratique est certes cynique. Mais, même si cela n'est pas dit

ouvertement, c'est bien ce qui se fait dans toute l'économie, où les travailleurs sont mis en concurrence les uns avec les autres. Il y a un siècle et demi, Marx dénonçait déjà cette concurrence dont les patrons se servaient pour faire pression sur les salaires. Aujourd'hui, cela prend des formes diverses, au travers d'emplois précaires qui deviennent la norme, de compétences non reconnues et sous-payées, d'heures supplémentaires non payées du fait de l'annualisation du temps de travail, etc.

Tant que les patrons auront tout pouvoir de décider, les travailleurs n'en auront jamais fini de la guerre de tous contre tous. Face à cela, seules leur unité et leur solidarité peuvent arrêter les patrons.

Marianne Lamiral

Secteur public : une aumône n'est pas une augmentation

Essayant de sauver le peu de popularité qu'il lui reste, le gouvernement a augmenté le point d'indice, qui sert de base aux rémunérations des agents publics, de 0,6 % au 1^{er} février.

Après une hausse équivalente et tout aussi ridicule l'été dernier, c'est le deuxième volet d'une tentative pour faire oublier que les salaires de ces cinq millions de travailleurs ont été gelés pendant six ans.

Si, au lieu d'être bloqués aussi longtemps par la droite puis par la gauche, les salaires avaient ne serait-ce que suivi l'inflation, une aide-soignante travaillant à l'hôpital public gagnerait 200 euros de plus qu'actuellement.

Dans le public comme dans le privé, pas un salaire ne devrait être inférieur à 1800 euros net.

L. D.

Lisez Lutte de classe
revue mensuelle de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 181 (février)

- Élection présidentielle : voter Nathalie Arthaud, pour faire entendre le camp des travailleurs
- Le piège de la lutte contre l'islamophobie
- Végétarisme, véganisme et antispécisme : à propos de la considération humaine pour la souffrance animale
- Italie : la Constitution hors des mythes
- Le mouvement trotskyste et la révolution cubaine

Prix : 2,50 euros - Envoi contre cinq timbres à 0,70 euro



Nathalie Arthaud, candidate communiste

Échos de campagne...

Du Havre le 2 février à Troyes le 7 février, en passant par Montpellier et Nice, Nathalie Arthaud a traversé la France de long en large pour tenir ses réunions publiques de campagne. À chaque fois, son discours a été suivi de débats fournis.

Des questions ont porté sur le programme. À propos de la nécessité d'augmenter les salaires, un participant au meeting de Montpellier a remarqué comment le calcul officiel de la hausse des prix par l'Insee était grossièrement faussé, notamment en sous-estimant considérablement la part du loyer, au prétexte qu'une partie de la population est propriétaire de son logement.

Une discussion a alors eu lieu à propos des contrôles que les travailleurs et les couches populaires devraient exercer sur l'économie: sur les prix, sur les comptes des entreprises ou encore sur les services de l'État. Comme le montre l'exemple de l'Insee, ce n'est pas un organisme étatique qui peut exercer vraiment ce contrôle. Il faut que ce soient les travailleurs eux-mêmes qui le prennent en main.

D'autres discussions ont

porté sur le communisme et sur les idées fondamentales de Lutte ouvrière. À Nice, un travailleur migrant est intervenu en anglais pour demander à Nathalie Arthaud sa position sur les réfugiés. Elle a rappelé qu'elle défend la liberté de circulation et d'installation pour tous. Elle a dénoncé les fermetures de frontières, comme celle entre la France et l'Italie, et la manière honteuse et criminelle dont l'État français traite les migrants. «*C'est notre intérêt de travailleur de défendre cette position, car nous pouvons tous être demain des réfugiés économiques ou politiques. Nous ne sommes qu'une seule et même classe ouvrière*», a-t-elle déclaré.

À une participante qui demandait des nouvelles d'Arlette Laguiller, Nathalie a répondu qu'elles travaillent beaucoup ensemble à préparer les meetings et



Meeting à Mulhouse.

les émissions de télévision ou de radio. «*Tu l'embrasses pour nous!*», a alors lancé quelqu'un dans la salle.

De leur côté, parmi les médias qui jusqu'à présent ont volontairement ignoré

la candidature de Nathalie, certains sont un peu sortis de leur torpeur. Plusieurs radios nationales, RTL, Sud Radio et Europe 1 ont commencé à en rendre compte. Tant mieux, bien sûr, mais

c'est d'abord sur la force de conviction de tous les militants et sympathisants de Lutte ouvrière et de la campagne de Nathalie qu'il faut compter pour la faire connaître.

Il ne faut pas se taire

L'odeur tenace de pourriture qui émane des milieux politiques écœure bien des travailleurs, au point que certains envisagent de ne pas se déplacer le jour du vote.

Mais s'abstenir ne permet pas de clamer sa colère contre les Cahuzac, Balkany et autres Fillon, contre leurs comptes en Suisse, leurs détournements et autres arrangements avec les fonds publics.

S'abstenir revient à se taire, sans se distinguer de

tous ceux qui pensent qu'on n'y peut rien, que «ça a toujours été comme ça» et que cela continuera. Mais en se faisant haïr, comme en se faisant élire, les politiciens ont pour principale fonction de masquer les vraies responsabilités: celles des capitalistes.

Alors, il faut profiter de cette élection pour exprimer son dégoût et sa colère contre l'ordre des choses actuel. Il faut aussi s'en saisir pour dire qu'un autre monde est possible, une

autre organisation sociale, où les besoins de tous seront satisfaits, en lieu et place des profits de quelques capitalistes. Il faut dire que, pour cela, il faudra exproprier la bourgeoisie, réquisitionner les grandes entreprises et que seul un mouvement puissant de l'ensemble des travailleurs pourra y parvenir. Ce sera le sens de chaque bulletin de vote Nathalie Arthaud glissé dans l'urne.

Sophie Gargan

1 800 euros minimum!

Pour beaucoup de travailleurs, la revendication du smic à 1 800 euros semble irréaliste, car leur patron, pensent-ils, ne pourrait payer cela sans faire faillite. Pourtant, mettre en avant la revendication «Pas de salaire, retraite, pension, à moins de 1 800 euros», c'est simplement chiffrer ce que serait, pour les travailleurs, un retour au niveau de vie antérieur.

En même temps que les salaires réels diminuaient et que la part des travailleurs dans le revenu national s'effondrait, le travail est devenu plus productif, la richesse produite a augmenté, la technique a progressé. Le patronat et ses avocats affirment toujours qu'on ne peut pas distribuer les mêmes parts dans un gâteau qui a diminué. Sans même relever que les patrons ne prennent aucune part à la confection du gâteau, que la richesse est entièrement produite par les travailleurs, il se trouve que, jusqu'à aujourd'hui, ce gâteau a grossi. Seulement la voracité des patrons a tellement grandi qu'ils ont à la fois absorbé la part supplémentaire et une partie de celle des travailleurs.

Globalement, la société a donc largement les moyens de payer des salaires décents. Mais la plus grande partie de la richesse créée remonte pour se concentrer entre quelques mains, ou plutôt quelques comptes, ceux

des très gros actionnaires des grandes sociétés industrielles, commerciales et financières. En déroulant le fil des sociétés sous-traitantes, sur plusieurs niveaux, on s'aperçoit toujours que les donneurs d'ordres, et les bénéficiaires finaux sont très peu nombreux et extrêmement riches. C'est l'emprise de cette poignée de capitalistes qui entraîne la diminution de tous les salaires, y compris dans les petites entreprises qu'elles dominent. C'est donc à eux de payer.

Les augmentations de salaire, arrachées lors des grands mouvements de lutte, en 1936 et en 1968 ou leurs équivalents dans d'autres pays, n'ont pas ruiné les capitalistes. Elles n'ont pas ruiné non plus les artisans et les petits patrons. Le niveau des salaires dépend avant tout du rapport des forces entre le grand capital et les travailleurs, et c'est ce rapport des forces qu'il s'agit d'inverser.

Paul Galois

L'indignation inoffensive de Hamon

Vendredi 3 février, entouré d'une nuée de journalistes, Hamon a fait une visite éclair aux salariés de Neuhauser menacés de 259 licenciements, à Folschviller en Moselle.

Hamon s'est indigné que Neuhauser ait touché 4,3 millions d'aides au titre du CICE. Mais ce crédit d'impôt compétitivité emploi a été mis en place par le gouvernement Ayrault, dont il était ministre.

Le candidat socialiste n'a pas poussé l'audace jusqu'à demander aux actionnaires, la riche famille Soufflet, assise sur une fortune de 600 millions, de rembourser ces aides données soi-disant pour l'emploi. Il est encore moins question pour lui de demander aux actionnaires passés de prendre sur leurs fortunes accumulées pour maintenir les emplois: Alfred Neuhauser a un magot de 200 millions et un revenu annuel de 8 millions.

Hamon a consenti à signer la pétition des salariés pour le maintien de l'emploi.

Mais il leur a dit qu'il allait écrire à la direction «pour que M. Soufflet reconsidère sa position, ce sera plus efficace». On imagine combien cela va terroriser les actionnaires! Et c'est une fois de plus, «laissez-moi faire, je m'en charge».

Un salarié de Neuhauser expliquait à la presse régionale, après la visite de Benoît Hamon: «*Il y a eu Sarko à Gandrange et Hollande à Florange; il y aura maintenant Hamon à Folschviller.*» Sarkozy puis Hollande avaient promis, dans ces usines d'ArcelorMittal, le maintien des emplois, pour finalement se coucher devant la volonté du patron du groupe de fermer l'aciérie de Gandrange puis les hauts fourneaux de Florange.

Hamon, lui, se contente de la promesse d'un petit

courrier, qui n'infléchira évidemment pas la décision des actionnaires.

Mieux vaudra pour les travailleurs compter sur leur mobilisation pour faire reculer la direction que sur cet ancien ministre de Hollande, qui s'est découvert opposant après deux années passées au gouvernement de Ayrault puis de Valls... en plein accord avec leur politique jusqu'à ce qu'elle devienne par trop impopulaire.

Pour qu'enfin cesse l'hémorragie d'emplois, il faut cesser les cadeaux au patronat. Il faut leur imposer l'interdiction des licenciements et des suppressions d'emplois. Il faut prendre sur la fortune des riches et des capitalistes pour assurer le maintien et l'augmentation de tous les salaires. Une seule candidate à l'élection présidentielle défend ce programme, et c'est Nathalie Arthaud.

Étienne Hourdin



Contrôle ouvrier sur la production et les comptes des bourgeois!

Le montant des dividendes versés aux actionnaires de sociétés européennes ne cesse de battre des records: 302 milliards d'euros en 2016! Les profits des grandes entreprises se portent bien, grâce aux sacrifices imposés aux travailleurs.

Comment ne pas être révolté, quand ceux qui imposent licenciements, dégradation des conditions de travail, baisse du niveau de vie s'engraissent d'année en année? Même quand ils truquent les résultats de leurs entreprises pour justifier leurs mauvais coups contre les travailleurs ou pour ne pas payer d'impôts, les faits sont là: leur fortune ne cesse d'augmenter et ces milliards viennent bien de quelque part.

Les travailleurs sous contrôle permanent...

Les travailleurs sont contrôlés en permanence: ils doivent justifier leurs ressources et donner des garanties pour louer un appartement ou souscrire un crédit; ils sont surveillés, évalués, chronométrés au travail; au chômage, ils doivent rendre des comptes sur leurs recherches d'emploi. Mais lorsqu'un patron licencie sous prétexte de difficultés financières ou qu'un groupe ferme une usine prétendument pas rentable, il faudrait les croire sur parole?

Les secrets industriel,

commercial, bancaire seraient indispensables, disent les patrons, à cause de la concurrence. Mais cette concurrence mène l'humanité à la catastrophe et ces secrets servent à tromper la population. Ils servent à cacher les mauvais coups que les patrons préparent, comme la fermeture de l'usine de Whirlpool à Amiens, qui était probablement décidée des années avant qu'elle soit annoncée; leurs combines financières, qui permettent par exemple à Bettencourt de ne pas payer d'ISF; ou encore leurs tricheries criminelles, comme celle sur les véhicules diesel. Ce dernier exemple montre d'ailleurs ce que vaut l'argument de la concurrence, puisque tous les constructeurs semblent être impliqués.

...pourquoi pas les patrons?

Il est donc vital d'imposer la levée de ces secrets. Les travailleurs peuvent imposer leur contrôle sur la production et les comptes des

entreprises, des banques, des bourgeois... et de leurs familles. Il faut qu'ils s'organisent pour surveiller ce qui est produit et dans quelles conditions. Les ouvriers, techniciens, ingénieurs, qui sont au cœur de la production, les employés qui mettent en forme et transmettent les décisions des dirigeants, ceux qui participent à la comptabilité, pourraient mettre en commun les informations dont chacun dispose et vérifier combien leur travail rapporte à l'entreprise et ce que devient cet argent. Combien en salaires? Combien en profits? Combien est réinvesti et combien jeté dans la spéculation? Ce contrôle rendrait intenable les mensonges de la bourgeoisie et

mettrait à nu la gabegie de l'économie capitaliste.

Les travailleurs pourraient aussi surveiller les prix de vente dans les magasins et se donner ainsi les moyens d'imposer une véritable indexation des salaires et des pensions sur les prix, les taxes et les prélèvements, au contraire des gouvernements qui affirment que les prix n'augmentent presque pas depuis des années et justifient ainsi que les salaires stagnent.

Ce contrôle des travailleurs mettrait en évidence les possibilités pour garantir un emploi et un salaire correct à tous mais aussi pour répondre aux besoins matériels de toute la population. Il est essentiel de l'imposer.

Nicolas Carl



Le protectionnisme ne protégera aucun travailleur

À droite comme à gauche, des candidats à la présidentielle entonnent le refrain du protectionnisme. Le Pen avec sa taxe de 3% sur les importations. Mélenchon avec son protectionnisme prétendument solidaire, pour limiter les importations des pays où les droits sociaux sont faibles. L'un comme l'autre présentent cela comme un moyen de protéger les travailleurs en France. Le fait de rendre plus chers les produits étrangers, obligeant à acheter français, sauverait par là même leurs emplois.

C'est un mensonge autant qu'une absurdité. D'abord parce que dans une économie mondialisée, où il faut des centaines de pièces

provenant de toute la planète pour fabriquer les produits les plus complexes, acheter français ne veut rien dire. Et s'il fallait appliquer une taxe à toutes les pièces étrangères composant une voiture ou un avion aux couleurs de l'hexagone, cela ne ferait sans doute pas baisser leur prix. Quant aux salaires des entreprises étrangères, ils sont près d'un sur huit dans ce pays, employés par les Ikea, Ford, Siemens et autres Toyota. On se demande ce que deviendrait leur emploi si le protectionnisme se généralisait.

Le seul résultat de taxes sur les produits importés serait de faire grimper les prix pour les consommateurs, pas de sauver les emplois. D'ailleurs, bien des secteurs

qui échappent à la concurrence étrangère n'en tirent pas moins les salaires vers le bas, n'en licencient pas moins, en imposant à ceux qui restent des conditions de travail infernales: c'est le cas des travailleurs de la distribution, du commerce ou de l'aide à domicile, qui ne risquent pourtant pas d'être délocalisés.

En réalité, pour amasser toujours plus de profits, les patrons exploitent toujours davantage et justifient leurs sales coups comme ils veulent. Aujourd'hui, ils licencient, imposent les heures supplémentaires non payées et le blocage des salaires au nom de la concurrence de l'étranger ou des machines? Demain, ils le feront au nom du

protectionnisme, au nom de l'industrie française et de la souveraineté économique qui impliquent des efforts... et justifient aussi la hausse des prix, histoire de se faire avoir aussi en tant que consommateurs!

Ce n'est pas sur des frontières et des droits de douane qu'il faut compter pour défendre, dans ce pays comme ailleurs, le droit des travailleurs à un emploi et à un salaire décent. Pour l'imposer, il faut vouloir s'en prendre aux profits, aux fortunes amassées par les actionnaires de ces grands groupes, quelle que soit leur nationalité. Il faut un programme de défense des intérêts ouvriers, un programme communiste.

Nadia Cantale

• Réunions publiques

• Caen

• **Jeudi 9 février**
à 20 heures
Centre des Congrès
13, rue Albert-Sorel

• Belfort

• **Samedi 11 février**
à 16 heures
Maison du Peuple
Place de la Résistance

• Tarbes

• **Mardi 14 février**
à 19 heures
Salle Brahauban
47, rue Brahauban

• Poitiers

• **Mercredi 15 février**
à 18 h 30
Salle Timbaud
Maison du Peuple
Rue Saint-Paul

• Amiens

• **Jeudi 16 février**
à 19 heures
Salle Dewailly
Place Dewailly

• Clermont-Ferrand

• **Vendredi 17 février**
à 20 heures
Salle Camille
et Edmond Leclanché
Rue de Champarel

• Orléans

• **Mercredi 1^{er} mars**
à 20 h 30
Centre de Conférences
9, place du 6-juin-1944

• Meeting Paris

• Dimanche 26 mars

à 15 heures
Dock Pullman
Avenue des
Magasins-Général
Saint-Denis
Aubervilliers
Métro: Front-Populaire

États-Unis : Wall Street choyé par Trump

Donald Trump a signé le 3 février deux décrets présidentiels visant à détricoter la loi Dodd-Franck, censée introduire un peu de régulation dans la jungle de la finance. Recevant des patrons, il a prétendu avoir « des amis qui ne peuvent pas démarrer leur entreprise parce que les banques ne veulent pas leur prêter, à cause des règles et des contrôles de Dodd-Franck ».

En 2010, pour conjurer le risque d'un krach financier comme celui de 2008, l'État américain alors présidé par Obama avait, tout en renflouant les banques avec de l'argent public, laborieusement mis au point la loi Dodd-Franck, accompagnée des règles Volcker, du nom d'un ancien directeur de la banque centrale américaine. Sept ans plus tard, ces 2 300 pages de textes législatifs mettant en jeu de nombreuses agences étatiques ne sont pas encore entièrement entrées en application, mais Trump veut déjà les défaire.

Les banques ne supportent pas la moindre contrainte. Une simple règle affirmant qu'un banquier doit agir dans l'intérêt de ses clients est de trop. Elles ne veulent pas se priver de la possibilité de les plumer en leur vendant des actions sur lesquelles elles spéculent par ailleurs à la baisse.

Nul ne sait si la loi Dodd-Franck, même complétée, empêcherait un nouveau krach financier. Mais Trump et ses amis banquiers, dont d'anciens dirigeants de Goldman Sachs à qui il a offert des postes gouvernementaux de premier plan, ne veulent rien qui puisse freiner l'avidité de profit de la finance. Même au risque de replonger le monde dans une nouvelle crise, alors que les conséquences de la précédente se font encore sentir.

Gary Cohn, conseiller économique de Trump et ancien numéro deux de Goldman Sachs, a osé prétendre que la recherche d'une dérégulation des marchés financiers « n'a rien à voir avec Goldman Sachs ni avec JP Morgan, Citigroup ou Bank of America ». Il a pourtant clairement défendu leurs intérêts en affirmant qu'il ne fallait « pas accabler les banques avec des réglementations qui leur coûtent, chaque année, des milliards de dollars ».

La loi Dodd-Franck n'a pas empêché la sphère financière de croître et Wall Street de nager dans les milliards. Au cours du dernier trimestre de 2016, Goldman Sachs a réalisé 2,15 milliards de dollars de bénéfices, Citigroup 3,57 milliards, Morgan Stanley 1,51 milliard et JP Morgan Chase 6,73 milliards. Mais même ce peu de réglementation est encore de trop. Il y a plus d'argent à se faire dans la spéculation, et les banquiers ne veulent pas le moindre fil à la patte de ce point de vue.

Le temps où le candidat Trump pourfendait la finance, en discours uniquement, est passé. Installé à la Maison-Blanche, il ne veut plus penser aux bulles spéculatives et à leur potentiel destructeur. Lui et ses soutiens veulent pouvoir s'enrichir au plus vite, même si cela fait s'écrouler leur système.

Lucien Déroit

Israël : main basse sur les terres palestiniennes



La colonie de Gik Zeeren, en Cisjordanie.

Une loi dite de régulation a été votée le 6 février par la Knesset, le Parlement israélien. Véritable provocation, elle permet de déclarer terres israéliennes des terrains privés palestiniens sur lesquels des colons israéliens ont construit sans autorisation en Cisjordanie occupée, « soit parce qu'ils ignoraient qu'ils étaient propriétés privées, soit parce que l'État les aurait laissés faire ». Les propriétaires palestiniens seraient toutefois, aux termes de la loi, compensés financièrement ou par d'autres terrains.

Votée par 60 députés contre 52, cette loi scélérate légalise donc rétroactivement la construction de près de 4 000 habitations de colons israéliens sur des terrains appartenant à des Palestiniens de Cisjordanie. Même si la surface concernée ne représenterait que 800 hectares, l'équivalent du parc du château de Versailles, elle est hautement symbolique de la violence de la politique du gouvernement Netanyahu à l'égard des Palestiniens, de plus en plus privés de leurs droits et de leurs terres. Et même si la Cour suprême d'Israël l'invalide par la suite, le

vote de la loi aura permis à Netanyahu de faire un geste en direction des colons, frange avancée de l'extrême droite religieuse, et aux partis de même couleur politique qui sont associés au Likoud au sein du gouvernement.

Le Premier ministre aura, de toute façon, amplement fait étalage de ses choix politiques en faveur de la poursuite de la colonisation et du soutien aux plus réactionnaires de ses ministres. De plus Netanyahu avait besoin d'un dérivatif facile à la colère des colons israéliens d'Amona, colonie sauvage évacuée par la police début

février, suite à une plainte des propriétaires palestiniens spoliés, exceptionnellement entendus. Il l'a trouvé dans les prétendues habitations illégales des Arabes israéliens.

En effet, devant la quasi-impossibilité pour les Arabes israéliens (moins d'un cinquième de la population du pays) d'obtenir un permis de construire, certains bâtissent tout de même et sont donc devenus la cible des attaques racistes de Netanyahu. Un millier de manifestants ont d'ailleurs protesté, le 4 février au soir à Tel-Aviv, aux cris de « Juifs et Arabes tous ensemble », contre les démolitions par la police de ces maisons arabes.

Si pour l'instant le gouvernement américain n'a pas émis de commentaires après le vote de la loi, Netanyahu et son gouvernement peuvent se sentir encouragés à continuer le vol de terres palestiniennes sur la voie de l'annexion de la Cisjordanie.

Viviane Lafont

Argentine : une coopérative ouvrière menacée

Fin 2016, le Sénat argentin avait adopté une loi d'expropriation en faveur de la coopérative des employés de l'hôtel Bauen, situé au centre de Buenos Aires. Cette loi entérinait l'autogestion mise en place par les travailleurs. Le veto apposé à cette loi par le président Mauricio Macri menace maintenant les emplois des 130 salariés de l'hôtel.

En 1978, le Mondial de football avait été organisé en Argentine. C'était en pleine dictature militaire. La junte, dont la politique économique consistait à démanteler les entreprises d'État au profit des

entrepreneurs privés, avait accordé aux promoteurs de cet hôtel un prêt public, que ces derniers n'ont jamais remboursé. Lors du krach de 2001, les propriétaires de l'hôtel l'avaient fermé. Un an après, ses salariés

avaient relancé l'activité, comme le firent alors des milliers de travailleurs qui remirent en route quelque 150 entreprises abandonnées par leur patron.

Depuis, cet hôtel, devenu une coopérative, était une des vitrines des entreprises autorécupérées. Non seulement les travailleurs assuraient le fonctionnement de l'hôtel mais, disposant de salles de réunion, l'hôtel jouait aussi un grand rôle social. De nombreux

événements, meetings politiques ou syndicaux, journées d'études des universités, réunions d'associations culturelles, etc., y étaient organisés.

C'est parce que les anciens propriétaires n'avaient jamais remboursé leur prêt d'État que les sénateurs avaient accepté d'en transmettre la propriété aux travailleurs de la coopérative. Avec son veto, Macri menace 130 emplois et montre le mépris qu'il

a pour les efforts fournis pendant treize ans par les employés de l'hôtel. Étant lui-même héritier d'un empire industriel, le président argentin ne trouve apparemment rien à redire quand l'argent public s'évanouit dans les poches du patronat.

Les travailleurs de l'hôtel se mobilisent maintenant pour faire sauter le veto du président, avec tous ceux qui les soutiennent.

Jacques Fontenoy

Roumanie : recul du gouvernement

Depuis le 18 janvier, des manifestations de plus de 100 000 personnes se sont déroulées à Bucarest ainsi que dans toutes les grandes villes de Roumanie. Les manifestants demandaient l'abrogation d'une ordonnance gouvernementale dont le but était à la fois de paralyser et de rendre caduques toutes les enquêtes en cours du département national anticorruption (DNA) et de vider les prisons au moyen d'une grâce.

Depuis la chute de Ceausescu en décembre 1989, deux grandes familles politiques se partagent alternativement le pouvoir. D'une part le PSD, Parti social-démocrate dont les fondateurs sont directement issus de l'ancien Parti communiste stalinien et qui a toujours le soutien de l'Église orthodoxe et des nationalistes, et d'autre part le PNL, le Parti de la droite libérale.

Bien que depuis plusieurs années le parquet roumain chargé de la lutte anticorruption (DNA) montre une certaine efficacité dans l'arrestation par centaines de politiciens, de policiers, de douaniers, de maires, de députés et d'hommes d'affaires corrompus, une grande partie de la population reste révoltée par ces magouilleurs. Elle se fait beaucoup d'illusions sur les pratiques des politiciens d'Europe occidentale, en les croyant différentes!

Le gouvernement PSD, issu des élections législatives de décembre, a tenté une nouvelle fois sa chance, puisque c'est en catimini qu'il voulait faire adopter

une modification du Code pénal pour protéger ses amis. Manque de chance, le président de la République roumaine, qui est, lui, du Parti libéral (PNL), a rendu l'affaire publique. Non pas qu'il soit plus honnête, mais il cherche lui-même à garder le plus longtemps possible son mandat de président de la République. Pour l'instant, cela le met hors de portée du parquet anticorruption pour ses combines immobilières à Sibiu, ville dont il était le maire.

En 2013, une première tentative d'instaurer une super-immunité aux politiciens élus et autres députés avait déjà déclenché des manifestations importantes et avait contraint le gouvernement à remballer son projet.

Le 30 octobre 2015, à Bucarest, un terrible incendie avait détruit une immense boîte de nuit, le Colectiv, provoquant la mort de 64 personnes. Plus de cent mille personnes avaient manifesté contre l'incurie des services de secours, contre la corruption des autorités, qui avaient donné des autorisations d'exploitation pour un local qui



REUTERS

n'était pas du tout équipé contre l'incendie.

En ce début d'année, pendant près de dix jours, des centaines de milliers de personnes ont manifesté contre le gouvernement en descendant tous les jours dans la rue, après le travail, de 17h à 23h. Au bout du compte, le

gouvernement a abrogé cette ordonnance et c'est une victoire pour les manifestants.

Ce qui change vraiment en Roumanie, c'est peut-être la volonté de toute une partie de la population de se mêler directement de ses affaires. Cela ne doit être qu'un début car, au-delà

des affaires qui choquent tout le monde, la classe ouvrière en particulier doit faire entendre ses propres revendications en matière de salaire, de conditions de vie et de contrôle, non seulement sur les élus, mais sur les entreprises et la gestion de l'économie.

Hubert Paillon

Corruption et corrupteurs

Ces sept dernières années, selon *Le Monde*, plus de 3 000 ministres, députés, sénateurs, maires et hauts fonctionnaires ont connu la prison. C'est que la chute de la dictature de Ceausescu le 22 décembre 1989 et son exécution trois jours plus tard n'ont pas mis fin aux abus des dirigeants. Au contraire, la privatisation de pans entiers de l'économie roumaine a aiguisé les appétits et ouvert d'énormes possibilités aux profiteurs en tout genre.

Les diplomates des pays riches, dont la France,

s'émeuvent de la corruption des milieux dirigeants roumains, mais sont beaucoup moins regardants sur les méfaits du capital financier qui domine un pays où le smic est de 320 euros et le revenu moyen par habitant ne s'élève qu'à 57% du revenu moyen de l'Union européenne. Or une filiale de la Société générale dispose de 860 agences en Roumanie, elle est la deuxième banque privée du pays, derrière la filiale d'une banque autrichienne. Quand les députés PSD, à l'approche des élections de

décembre dernier, avaient voté des hausses de salaire dans la santé et l'éducation, le Fonds monétaire international, la Commission européenne et l'agence de notation Standard and Poor's avaient même mis en garde contre de telles initiatives « qui risquent d'entraîner un creusement du déficit public plus rapide que prévu ».

Derrière la corruption du personnel politique, il y a le pillage légal par les industriels et les banquiers des grands pays de l'Union européenne.

Jean Sanday

Malte : l'UE veut renvoyer les migrants dans les camps libyens

Au sommet européen tenu le 3 février à Malte, il a surtout été discuté de la question des migrants. Les représentants des 28 pays de l'Union européenne se sont mis d'accord sur la nécessité d'un accord avec la Libye, sur le modèle de celui signé avec la Turquie en mars 2016, dans le but d'empêcher les migrants africains de gagner l'Europe.

« Il faut fermer la route allant de la Libye à l'Italie », a déclaré la veille du sommet le président du Conseil européen. En 2016, 180 000 personnes ont embarqué des côtes libyennes dans des bateaux de fortune pour rejoindre l'Italie, fuyant principalement la guerre en Somalie, au Sud-Soudan ou au nord du Nigeria, ainsi

que les milices fondamentalistes érythréennes. 5 000 d'entre elles seraient mortes noyées.

Contrairement à certaines déclarations se prétendant humanitaires, ce n'est pas pour enrayer les décès que les dirigeants européens souhaitent établir un accord avec Tripoli. Ils sont prêts à verser 200 millions d'euros pour que les réfugiés soient parqués dans des camps, où ils seraient tout autant en danger.

L'Union européenne avait déjà conclu en 2009 des accords avec le dictateur Kadhafi pour qu'il joue le rôle de gendarme des frontières, en contrepartie d'aides financières. À la chute du régime en 2011, on avait alors découvert que

plus d'un million d'Africains sub-sahariens étaient retenus dans des camps, y connaissant des conditions de détention effroyables.

Aujourd'hui, ces camps représentent toujours un enfer pour les réfugiés qui s'y trouvent. Selon un rapport d'Amnesty, confirmé par l'ambassadeur allemand au Niger, les migrants y sont séquestrés pendant des mois, battus et soumis à des sévices sexuels. Leurs familles sont rançonnées; si elles ne peuvent pas payer, ils sont exploités, privés de nourriture, voire bannis dans le désert, ce qui les conduit à une mort certaine.

Ces camps seront-ils moins inhumains si l'Union européenne alloue des fonds supplémentaires au gouvernement libyen



Des migrants arrêtés et détenus non loin de Tripoli, en mai 2016.

ISMAEL ITOUNY

pour retenir les migrants? À n'en pas douter, rien ne changera. Et puis, avec qui l'UE pourrait-elle négocier? Le gouvernement libyen d'union nationale de Fayez al-Sarraj n'a d'union que le nom, son autorité ne s'étend que sur une partie du territoire; le sud, notamment, est contrôlé par les milices du maréchal Haftar et, entre les deux,

de nombreuses milices cherchent à s'imposer.

Face au chaos qui règne en Libye, même s'ils ne le disent pas, les dirigeants européens regrettent certainement l'époque de Kadhafi, qui se montrait si efficace pour retenir les réfugiés en les parquant dans des camps de concentration.

Léna Pigalli

Ain : répartir le travail, pas les ouvriers !

À Bourg-en-Bresse, quatre entreprises de la métallurgie, ArcelorMittal, Renault Trucks, Nexans et Ugitech, mettent en place un GEP, un groupement d'employeurs, comme il en existe dans la plasturgie, qui leur permettra de se prêter mutuellement des ouvriers au gré des fluctuations de leur production.

La création de ce GEP se fait sous le parrainage du préfet de l'Ain, qui y voit un moyen de limiter le recours au chômage partiel. En effet, depuis l'été 2016, la moitié des travailleurs de l'usine ArcelorMittal (fils et câbles) de Bourg-en-Bresse est au chômage quasi

permanent. La Direccte (Direction régionale du travail et des entreprises) a prolongé de six mois le dispositif d'activité partielle. Arcelor ne paie pas les salaires, qui sont versés par la collectivité à 70 % du brut, occasionnant une perte de 300 à 400 euros par mois pour les

travailleurs.

Non seulement le groupe ArcelorMittal a reçu plus de 25 millions d'euros en 2015 au titre du CICE, mais il fait payer les aléas de son marché à la collectivité et aux ouvriers. Avec la chute du cours du pétrole, les commandes de flexibles pour les forages pétroliers se sont effondrées. Comme le marché est profitable, Arcelor attend, sans trop de frais, qu'il reparte.

Mais comme la Direccte paie les salaires, elle veut inciter les patrons à

instaurer une sorte de répartition du travail... à leur sauce. Ainsi des ouvriers d'Arcelor ont été « prêtés » à des usines voisines, Nexans ou Renault Trucks, ou à d'autres usines du groupe, à des centaines de kilomètres. Si certains travailleurs y trouvent leur compte, car ils évitent ainsi une perte financière, bien peu sont volontaires pour un exil loin de leur famille pendant des semaines entières.

Arcelor, Nexans ou Renault Trucks devraient

payer l'intégralité des salaires, même s'il n'y a du travail qu'un jour par semaine pour chacun, et sans imposer à quiconque d'aller travailler à des centaines de kilomètres. ArcelorMittal se prétend en difficulté, mais l'année 2016 devrait se solder par un bénéfice net de 1,5 milliard d'euros ! Ces bénéfices, ainsi que la fortune accumulée par Lakshmi Mittal, doivent être utilisés pour financer une telle répartition du travail.

Xavier Lachau

PSA – Poissy : la direction inquiète de la santé... de sa production

Un accident sur l'A13 a fait 65 blessés, lundi 30 janvier à 4h40 du matin, dont des travailleurs dans deux cars qui étaient en route pour l'usine. Cela a suscité pas mal d'émotion à PSA Poissy. Les ouvriers se sont inquiétés pour leurs collègues, la direction beaucoup plus pour sa production.

L'autoroute a été coupée jusque vers 11 h 30, générant des embouteillages monstres et des retards importants. La direction a envoyé les chefs du Ferrage, seul secteur en activité dans la nuit du dimanche au lundi, chercher des

volontaires pour déborder en équipe du matin et remplacer les collègues manquants ou en retard.

Les heures supplémentaires, y compris tardivement demandées, sont monnaie courante en équipe de nuit. Dans certains secteurs, cela s'est passé quasiment comme une demande habituelle, sans précisions particulières. Un travailleur n'a découvert que plus tard, par lui-même, qu'il s'agissait d'un accident avec des collègues blessés. Ailleurs, déborder a été présenté comme un acte de solidarité... avec les blessés.

C'est ce qu'a redit la direction dans un communiqué interne publié à 21h30 : « Dans ces moments difficiles, nous comptons tout particulièrement sur la solidarité et l'entraide de tous les collaborateurs du site, comme cela a d'ailleurs été démontré ce matin avec des salariés de l'équipe de nuit, qui sont restés en poste afin d'assurer la transition. »

Pourtant, côté « solidarité », mardi 7 février, elle n'avait toujours pas envoyé à tous les travailleurs concernés les papiers de déclaration d'accident de trajet !

Correspondant LO

Orange – Montpellier : coupe programmée dans les effectifs

Les magasiniers et les techniciens d'Orange, à Montpellier, ont appris brutalement que les magasins de l'entreprise de la région seraient en passe de disparaître.

Pour protester et venir aux informations, certains d'entre eux se sont rassemblés devant le magasin Orange du Marché-gare à Montpellier, jeudi 26 janvier.

D'abord, les magasins d'Alès, Béziers, Carcassonne, Narbonne et Perpignan seraient supprimés. Et en 2018 ce serait le tour du magasin de Montpellier.

Pour justifier ces fermetures, la direction nationale prétend qu'il serait impossible de remplacer les magasiniers qui partent à la retraite. Si ses manœuvres s'appliquent, les magasiniers restants seraient chargés dans un premier temps de recevoir

le matériel, le répartir et tenir l'état des stocks. Cela semble impossible s'il n'y a pas d'embauches pour remplacer les départs à la retraite. La direction envisage donc d'abandonner les magasins et leur gestion et d'en appeler à la sous-traitance.

Si c'est le cas, le matériel arrivera de la sous-traitance aux techniciens en fonction des besoins. Ainsi c'est un bureau qui sera transformé en mini-magasin avec sous la table des stocks de câble, dans un coin une palette de livebox, dans un autre des décodeurs, et un peu partout des téléphones. Ce sera du grand n'importe quoi ! Quant aux travaux de nuit

et aux travaux urgents, ils ne pourront s'effectuer normalement faute d'accès au matériel.

Pour la direction d'Orange, supprimer du personnel et des services reste la priorité absolue. En fait, c'est l'ensemble du personnel qui est visé par ces mesures. Aujourd'hui ce sont les magasiniers qui sont directement concernés, hier c'était certains services, demain c'en sera d'autres.

Prétendre qu'il est impossible de remplacer les magasiniers qui partent en retraite dans une région où le taux de chômage est important, c'est bien se moquer du monde. L'intérêt des magasiniers comme de l'ensemble du personnel est de contester, comme ils l'ont fait, ces coupes dans les effectifs.

Correspondant LO

Ham : chômeurs et agents de Pôle emploi, même combat !

Mardi 31 janvier, à l'appel de la CGT des Hauts-de-France, des travailleurs de Pôle emploi, des militants de l'union locale CGT de Ham, dans la Somme, et du Comité des chômeurs se sont rassemblés devant l'agence. Ils dénonçaient les nouvelles règles qui, sous prétexte de simplification et de personnalisation du traitement des dossiers, s'en prennent, entre autres, à l'indemnisation des chômeurs.

Un communiqué de la CGT indiquait que de telles actions auraient lieu devant sept sites de Pôle emploi des Hauts-de-France pour « aller à la rencontre des privés d'emploi, pour les informer sur le devenir des services et pour recueillir leurs attentes concernant notre service public de l'emploi ».

Les manifestants ont

Sepur : de quoi se plaint-il ?

Mardi 7 février avait lieu un rassemblement à l'appel de l'union départementale CGT des Yvelines devant le tribunal de Versailles. Il s'agissait de soutenir une inspectrice du travail convoquée suite à une plainte du patron de l'entreprise Sepur.

Sepur est une entreprise de collecte d'ordures ménagères, principalement en Île-de-France où elle est classée troisième en quantité de déchets traités. La plainte pour « chantage » déposée par le patron fait suite à une injonction de

accueilli les usagers toute la matinée sous une tente, avec des gâteaux et du café, pour les informer. Il ne sera plus possible d'être reçu le matin sans rendez-vous pour les problèmes d'indemnisation.

Pour n'importe quelle démarche, il faudra passer par Internet, ce qui pénalise les usagers qui ne sont pas à l'aise avec l'informatique. Et cela supprime tout lien humain alors même que ceux qui sont au chômage en auraient bien besoin !

À cela s'ajoute la baisse de l'effectif de Pôle emploi et la dégradation des conditions de travail pour les agents. Le tract distribué aux usagers affirmait à juste raison : « Privés d'emploi et agents de Pôle emploi, même combat ».

Correspondant LO

L'inspectrice du travail de réintégrer un salarié protégé licencié. Cette entreprise, coutumière du licenciement de salariés qui se défendent, se croit sans doute au-dessus des lois.

L'inspectrice du travail, après avoir obtenu la réintégration du salarié, notifie comme il se doit sa décision par écrit. C'est alors que le patron s'est senti « agressé » et a porté plainte pour chantage à l'encontre de cette fonctionnaire qui ne fait que faire respecter la loi. On aura tout vu !

Correspondant LO

Whirlpool – Amiens : mobilisation contre la fermeture



Manifestations et débrayages se succèdent pour protester contre le licenciement programmé l'année prochaine des 290 salariés de l'usine Whirlpool d'Amiens, d'un nombre presque équivalent d'intérimaires et d'une centaine d'ouvriers de la sous-traitance.

La direction du numéro un mondial de l'électroménager a pourtant fait tout son possible, promettant des primes pour que les ouvriers maintiennent la production à plein régime, malgré le sort qui leur est promis. Mais les ouvriers ont organisé un débrayage systématique de dix minutes chaque heure. Samedi 4 février, cent cinquante d'entre eux sont allés interpellier la maire d'Amiens à l'hôtel de ville. Ils ont défilé en centre-ville, conspuant la luxueuse chocolaterie de la famille Trogneux, qui est celle de la compagne de l'ex-ministre et candidat

Macron. Ils ont également manifesté dans la zone commerciale devant les boutiques qui commercialisent les sèche-linge produits par Whirlpool.

Le président de région Xavier Bertrand fait mine d'exiger du gouvernement et de la direction un engagement ferme pour l'installation d'entreprises qui réindustrialiseraient le site et réembaucheraient les licenciés. Mais tout le monde a en mémoire les promesses successives des gouvernements et des actionnaires concernant le maintien de l'emploi sur ce site, passé de 1300 ouvriers en 2002 à

bientôt zéro. En 2009, un accord avait été mis en place : les salariés avaient renoncé définitivement à 14 jours de RTT, ils devaient désormais travailler deux samedis gratuitement, accepter le passage de la semaine de 32h75 à 35 heures sans augmentation de salaire, subir la flexibilité en fonction des commandes et le blocage des salaires jusqu'à aujourd'hui. C'était en échange de la promesse du maintien de la production et de l'emploi!

«*De l'argent, il y en a dans les caisses du patronat!*», scandaient les ouvriers en manifestation. En effet le géant de l'électroménager a réalisé 21 milliards de dollars de chiffre d'affaires et 800 millions de bénéfices l'an dernier. Largement de quoi maintenir tous les emplois!

Correspondant LO

Sophratex – Dreux : à travail égal, salaire égal!

L'usine Sophratex de Dreux, qui appartient au groupe Synerlab qui regroupe un millier de salariés répartis sur cinq sites en Europe, fabrique des produits pharmaceutiques pour les grands trusts du secteur.

Depuis jeudi 2 février, une trentaine de travailleurs, sur 300 en deux équipes, sont en grève pour réclamer que chacun ait un salaire selon ses compétences. En effet les derniers embauchés en fabrication sont à 1400 euros et les techniciens à 1800 euros; ils devraient être formés par des anciens gagnant de 50 à 200 euros de moins, et des techniciens embauchés à 2100 euros seraient

formés eux aussi par ceux gagnant de 50 à 200 euros de moins. Tous les travailleurs concernés trouvent pour le moins anormal ces retards de salaire.

Le directeur essaie de diviser, mais la ficelle est un peu grosse et ça ne passe pas. En septembre, il a tenté une division de plus en augmentant un délégué syndical avec un échelon en plus avant sa fin de formation. Alors, ce qui est bon pour

un doit l'être pour les autres travailleurs sous-payés.

Les discussions vont bon train dans l'usine sur le fait qu'un réajustement des salaires est nécessaire. Lundi 6 février, le directeur répondait qu'il comprend mais que cela ferait trop cher à déboursier, ce que personne ne croit, au vu des affaires du groupe.

La grève concerne le départ de la production, où les mélanges sont faits, et peut entraîner le blocage de l'usine assez rapidement. C'est aussi la crainte de l'extension de la grève qui peut obliger le patron à bouger. Une affaire à suivre.

Correspondant LO

Vivarte : préserver l'emploi, pas la fortune des actionnaires

Au rythme des réunions des comités d'entreprise des enseignes composant le groupe Vivarte (André, Kookaï, Minelli, La Halle...), les travailleurs prennent connaissance du nombre officiel de fermetures de magasins, de cessions d'enseignes et des suppressions de postes qui en découlent.

141 magasins La Halle aux chaussures sur 680 vont fermer, 707 nouvelles suppressions de postes sont prévues, Pataugas, Chevi-gnon, André, Merkal en Espagne vont être vendus.

Mais le PDG de Vivarte masque la réalité en parlant de postes supprimés, et non d'emplois. Or, compte tenu de la prédominance du travail partiel, qui représente 51% des effectifs du groupe, 700 postes supprimés représentent près de 1500 emplois de moins, comme le dénoncent les syndicats du groupe. Le PDG n'est d'ailleurs pas à une provocation près. Dans une interview à Paris-Match, il déclare que «rien n'interdit de penser que nous pourrions céder d'autres marques». Ce serait encore plus de magasins fermés et d'emplois supprimés.

Les licenciements massifs décidés par les dirigeants successifs de Vivarte, plus de 5000 emplois supprimés sur les cinq dernières années, ne sont pas le fruit d'erreurs de gestion, comme on peut le lire dans la grande presse. C'est

le mode de fonctionnement du système capitaliste qui est en cause. Sa seule règle est de drainer, au nom de la propriété du capital, toujours plus de richesses dans les coffres-forts d'une poignée de parasites, au détriment de ceux qui les créent par leur travail.

En opposition aux fonds actionnaires, l'intersyndicale de Vivarte a appelé à «un projet industriel alternatif». Mais cela ne peut aider les travailleurs à faire face au rouleau compresseur des licenciements et à ceux qui les décident. Un tel projet est une chimère qui ne peut que détourner les travailleurs de Vivarte de la défense de leurs intérêts collectifs. Les propriétaires de Vivarte, des actionnaires à l'origine du groupe aux fonds d'investissement actuels, ont bâti leur fortune sur le travail de dizaines de milliers de travailleurs. C'est à ces capitalistes de payer, y compris sur leur fortune personnelle, afin de garantir à chaque travailleur du groupe un emploi et un salaire convenables.

Philippe Logier

Espa-Hutchinson : deux semaines de grève

À l'usine Espa-Hutchinson de Fleury-lès-Aubrais, près d'Orléans, qui fabrique des pièces de caoutchouc destinées à l'automobile et à l'aéronautique, les travailleurs de la production ont débuté leur grève le 25 janvier. Ils maintiennent leur mouvement devant l'intransigeance de leur direction.

Si au bout de quelques jours les propositions de la direction étaient passées de 0,4 à 0,6%, les grévistes, qui réclament 1,5%, avaient clairement montré qu'ils n'étaient pas décidés à se contenter de cela.

La direction a ensuite essayé l'intimidation devant une délégation du personnel, en fixant comme ultimatum la reprise pour

le soir même. Bien loin d'impressionner les grévistes, cela a plutôt eu l'effet contraire.

Alors que les travailleurs étaient en grève depuis près de deux semaines, la direction a proposé 1,8%, mais il s'agit en fait de 1,2% en augmentations individuelles et de 0,6% en augmentation générale.

Les grévistes sont déterminés, ils veulent la même chose pour tout le monde, et rejettent ces augmentations à la tête du client.

Hutchinson doit payer, sur ses 7 millions d'euros de bénéfices l'an dernier, ou sur ceux du groupe Total, dont il dépend et qui a versé 5,9 milliards d'euros à ses actionnaires en 2016!

Correspondant LO

EDF : le profit aux dépens du personnel et des usagers

La direction d'EDF a annoncé son intention de diminuer les effectifs de plusieurs milliers. Combien au juste ? C'est encore flou. EDF comptait environ 64 300 salariés en 2016 et la direction prévoit une fourchette de 60 200 à 62 050 en 2019, soit 2 250 à 4 100 salariés de moins. Mais si l'on adjoint les filiales d'EDF (RTE, Énedis, etc.), selon des sources syndicales, 9 000 postes pourraient être supprimés.

La raison invoquée par la direction est de faire des économies, justifiées par la dette d'EDF. Mais en réalité celle-ci n'est pas plus importante que pour bien des sociétés et elle est due surtout au fait qu'EDF a racheté à tour de bras ces dernières années des sociétés étrangères.

Il y a aussi les travaux de maintenance du parc nucléaire (le « grand

carénage») qui va coûter cher. Mais EDF est censée avoir des provisions pour cela. Elle réalise chaque année des milliards de profit. Pour 2016, les chiffres n'ont pas encore été publiés mais, au seul premier semestre 2016, les bénéfices d'EDF dépassent les deux milliards d'euros.

Il y a enfin le rachat que l'État a imposé à EDF d'une partie d'Areva, en

quasi-faillite.

EDF, qui se dit forcée de faire des économies, est aussi la même entreprise qui entreprend d'allonger 16 milliards d'euros (et peut-être bien davantage en cas de probable dépassement) pour le projet des réacteurs britanniques d'Hinkley Point.

EDF, pour réaliser des économies, s'en prend non seulement au personnel, mais aussi aux usagers. Ainsi au 1^{er} août une augmentation des tarifs est déjà prévue.

Au moment où des tempêtes successives balaient surtout l'ouest du pays, provoquant des coupures de courant à répétition pour des centaines de milliers de foyers, le problème des lignes électriques moyenne et basse tension qui ne sont pas enterrées et sont victimes du vent et des chutes de branches continue de se poser. Les enterrer coûterait très cher, certes, mais le projet d'Hinkley Point coûte aussi très cher.

EDF cherche par-dessus tout à faire des profits, quitte à sacrifier personnel et usagers. Or l'État est propriétaire à 85% de cette entreprise, qui dans cette affaire contribue à l'augmentation du chômage.

André Victor



Ligne abattue par la tempête.

Recherche et sous-développement

Alors qu'EDF fait une campagne publicitaire sur le thème « notre avenir est électrique », le groupe a une bien curieuse façon de s'y prendre en décidant de supprimer jusqu'à 200 emplois sur 2 000 dans l'unité censée le préparer : la Recherche et Développement.

Au début des années 2000, la R&D d'EDF comptait 2 700 agents. Ses effectifs ont baissé pour s'établir autour de 2 100 en 2015. Depuis, la chute continue : 80 de moins en 2016, 66 à 86 de moins en 2017 et ainsi de suite, si bien qu'en 2019 il ne resterait plus que 1 820 à 1 880 agents : ce serait 30% de moins en vingt ans !

Pour ce faire, les annonces pleuvent : regroupement de services pour supprimer les doublons, notamment les fonctions centrales, mutualisation des outils de calcul avec Areva ou le CEA alors que la R&D d'EDF est normalement censée développer indépendamment les siens, pour vérifier les calculs de sûreté des concepteurs et des constructeurs, suppression des activités en

commandite avec les autres unités qui subissent les mêmes coupes claires, comme la branche Commerce. Dans le domaine du nucléaire, on annonce la réduction des activités sur les problèmes qui ne sont pas directement dans le collimateur de l'Autorité de sûreté, alors qu'il y a les centrales actuelles à faire durer ou à démanteler, la conception des EPR à surveiller, le renouvellement du parc à préparer.

La direction n'hésite donc pas à réduire à néant des services compétents qui ont mis des années à se constituer, à s'asseoir sur les exigences de la sûreté nucléaire. Elle n'est pas pour autant gênée d'empêcher chaque année 30 millions d'euros au titre du crédit impôt recherche.

La situation inquiète le personnel car, en y regardant de plus près, la moyenne d'âge étant assez basse, les suppressions d'emplois ne pourront pas s'effectuer par les seuls départs en retraite ou mutations habituelles. Les pressions des chefs pour inciter à partir dans d'autres unités commencent à se faire sentir, sachant qu'ailleurs aussi les emplois sont supprimés.

Mais surtout, l'an dernier, deux tiers des chercheurs sont passés au paiement « forfait jour ». Du coup, la charge de travail augmente mécaniquement avec les effectifs qui se réduisent, puisque avec ce dispositif une journée de travail n'est pas limitée à huit heures et peut légalement durer jusqu'à treize heures.

Lors de la dernière journée nationale de mobilisation du 31 janvier, près d'un agent de la R&D sur dix s'est mis en grève, ce qui n'était pas arrivé depuis longtemps. C'est un début.

Correspondant LO

Tarbes : après la grève des cliniques



Manifestation pendant la grève.

La grève des cliniques tarbaises aura duré 65 jours. Elle a permis aux salariés d'obtenir des augmentations de salaire de 3,2% en moyenne ainsi qu'une prime annuelle brute de 700 euros et des avancées sur les conditions de travail. Ainsi le temps de travail de nuit sera réduit, passant à 33,6 heures au lieu de 35, et le temps de repas sera incorporé dans le temps de travail.

La direction et quelques médecins n'ont toujours pas digéré cette grève et cherchent à se venger. Mais les travailleurs restent mobilisés. Ils se sont retrouvés en assemblée générale, un mois après la fin de la grève, et ont pu vérifier que l'hostilité revancharde de la direction était systématique. Ainsi, certains médecins et des chefs de service ne saluent plus les grévistes de leur propre service alors qu'ils continuent à saluer les autres. Ils ont gardé une arête en travers de la gorge.

Des travailleurs soupçonnent même des médecins d'essayer de pousser à la faute professionnelle : ils envoient le traitement des patients aux infirmières sur des tablettes et modifient la posologie à la dernière minute. Elles sont donc obligées de préparer à nouveau les médicaments. Mais si elles ne contrôlaient pas, il serait alors facile de les accuser de faute. Pour assouvir leur désir de vengeance, certains médecins n'hésiteraient donc pas à jouer avec la santé des malades.

D'autre part, le service des soins palliatifs, dont le personnel était majoritairement gréviste, est resté fermé deux semaines après la reprise, obligeant les travailleurs concernés à s'adapter à des services qu'ils ne connaissaient pas.

Autre exemple d'une mesure vexatoire, qui n'a pas fonctionné : une infirmière gréviste devait être

mutée dans un autre service. Mais la règle veut que chaque nouveau doit d'abord travailler pendant deux mois avec un ancien du service, qui assure sa formation. Comme la direction n'a pas pu la mettre sur un tel poste double, l'infirmière a exercé son droit de retrait et la mesure a été annulée.

Le protocole de fin de conflit prévoyait des réunions avec un psychologue extérieur pour « permettre l'entente et l'écoute entre tous ». Il n'y a pratiquement personne à ces réunions, car chacun a bien compris que c'est à la direction de faire des efforts pour que le climat s'améliore.

Alors, en fin d'assemblée, de nombreux participants disaient que, si la direction n'avait pas compris la leçon des 65 jours de grève, il faudrait lui faire une piqûre de rappel. D'autant que, l'épidémie de grippe faisant des malades dans les services, les conditions de travail se sont encore aggravées : il ne reste bien souvent qu'un seul infirmier (ère) par service, alors qu'à deux c'est déjà difficile.

Après l'assemblée, les salariés des cliniques et leurs amis ont organisé un repas en soutien aux ouvriers de Qualiduck de Tarbes, sous-traitant d'Euralis, licenciés par leur patron-voyou pour avoir fait grève et qui luttent actuellement pour leur réintégration.

Correspondant LO

Neuhauser – Moselle : non au plan antisocial !



Assemblée générale chez Neuhauser Folschviller

Les ouvriers de Neuhauser se sont réunis en assemblée générale mardi 24 janvier pour se préparer au cas où seraient confirmées les 259 suppressions d'emplois, sur les 660 que comptent les trois usines de pains et viennoiseries à Folschviller, près de Saint-Avold.

Plus de trois cents travailleurs étaient présents, bien déterminés à rejeter ce plan social qui propose quelques reclassements (dont certains en Roumanie) et des dizaines de suppressions d'emplois. L'appel à la grève de l'intersyndicale a été bien suivi puisque la production a été paralysée pendant vingt-quatre heures.

La direction se plaint d'une baisse des commandes, due à une perte de marché chez Lidl. Mais Alfred Neuhauser a une

fortune de deux cents millions, la 229^e de France, et un revenu annuel estimé à huit millions d'euros. En 2014, il a vendu le groupe à l'une des cent plus riches familles du pays, la famille Soufflet. Il n'y a pas de petits profits pour ces gens-là qui, pour augmenter encore leur fortune, sont prêts à ruiner la vie de centaines de travailleurs et de leurs familles. C'est d'autant plus choquant que le groupe Soufflet a bénéficié de la part du gouvernement de

4,3 millions au titre du CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi) et de près de quatre millions d'euros de la communauté de communes pour la construction de la troisième usine dite Furst 2.

Prendre sur les profits accumulés par ces grandes fortunes pour garantir les salaires et les emplois de tous, et embaucher tous les intérimaires qui travaillent sur le site serait non seulement possible mais vital pour l'ensemble des travailleurs. Autant dire que ceux-ci refusent d'accepter ce plan et prévoient une série d'actions dans les jours à venir pour se faire entendre. Ils ont mille fois raison.

Correspondant LO

Sanofi : notre santé ou la leur

Sanofi, premier groupe pharmaceutique français, vient de battre un nouveau record en versant 6,7 milliards d'euros aux actionnaires au cours de l'année 2016, sous forme de dividendes et de rachats d'actions.

Au même moment, Sanofi-Pasteur, la division vaccins du groupe, met en œuvre un plan de compétitivité. Ce plan, dit Agilité, prévoit la suppression de quatre jours de RTT et impose plus de 200 heures de travail supplémentaires non payées par an à certains salariés.

Le principe du plan a été imposé en octobre après un référendum organisé par certains syndicats, sous la pression d'un grossier chantage de la direction et en mêlant les voix des ouvriers à celles des cadres. Aujourd'hui, les salariés des trois sites de production découvrent l'ampleur des reculs qu'on veut leur imposer. À Marcy-l'Étoile, dans la région lyonnaise, le temps de pause de 45 minutes par jour ne sera plus payé. Ainsi, pour les salariés en rythme 5x8, la durée de la journée de travail va passer de 8h15 à 8h30, tandis que le temps effectivement payé passe de 8h15 à 7h45. À cela s'ajoute la suppression de 10 jours de congés payés d'équipe. Pour les autres rythmes, cela va dans le même sens, comme pour ceux en 2x8 qui

perdent environ 20 jours de repos par an.

Sanofi est un champion de l'industrie nationale aux carnets de commandes pleins. Il a reçu 153 millions d'euros de cadeaux fiscaux en 2015 au titre du CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi) et du CIR (crédit d'impôt recherche). Il réalise entre 6 et 8 milliards d'euros de bénéfices par an depuis plus de dix ans. Avec quelles conséquences pour les travailleurs ? Des conditions de travail qui se dégradent ; des rythmes intenablement avec des journées sans pause ; des milliers d'emplois supprimés. L'exemple de Sanofi montre que ni le made in France ni la santé insolente des entreprises ne protègent les travailleurs de la rapacité des capitalistes.

Rien qu'avec les milliards versés aux actionnaires, Sanofi pourrait doubler son effectif mondial en embauchant 130 000 travailleurs payés 2 000 euros net par mois. C'est la seule solution pour réduire le chômage en répartissant le travail entre tous.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Press Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal février 2017.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Versez à la souscription de Lutte ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte

ouvrière, en les envoyant à l'adresse suivante: Lutte ouvrière, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à

une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Autres pays d'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Pour les malvoyants

www.lutte-ouvriere-audio.org

Uber: un patron reste un patron : Jungle de Calais : un bilan indigne

Le médiateur gouvernemental nommé pour tenter de calmer les chauffeurs mobilisés s'est contenté de faire des recommandations à Uber. Ceux-ci dénoncent l'hypocrisie d'un modèle économique qui repose, en fait, toujours sur l'exploitation de leur travail.

Le métier d'Uber est de connecter des clients avec des chauffeurs, et de se payer par une commission sur le prix des courses. En France ils sont 15 000 à travailler pour Uber, la plupart en tant qu'auto-entrepreneurs. Ce statut est souvent présenté par les dirigeants politiques comme un remède miracle au chômage. Car chacun deviendrait ainsi son propre patron. En fait, si les chauffeurs doivent acheter et entretenir eux-mêmes leur outil de travail (la voiture), et cotiser tout seuls aux caisses sociales et d'assurance, c'est bien Uber qui fixe les tarifs des courses et le montant de sa commission. Si le chauffeur refuse une course, il peut être déconnecté de l'application, ce qui revient à un licenciement de fait, par un simple clic. Le déplacement jusqu'au client et le temps d'attente ne sont pas payés.

Ces chauffeurs qui rêvaient d'indépendance se retrouvent en réalité enchaînés à l'entreprise. Ils doivent accumuler les heures pour s'en sortir. En moyenne, un chauffeur qui travaille 40 heures par semaine ne gagne au bout du mois que 500 euros net, après avoir payé sa commission à Uber. Pour gagner 1300 euros net, il doit faire au moins 60 heures par semaine. 30 % des chauffeurs quittent d'ailleurs Uber chaque année, mais le chômage de masse assure un flux permanent de nouveaux candidats.

Quand Uber a fait passer sa commission de 20 à 25 % du prix des courses, en décembre 2016, les chauffeurs ont donc organisé des manifestations et des blocages d'aéroports pour revendiquer une augmentation de leurs tarifs, et une baisse de la commission Uber. Certains ont aussi déposé plainte, pour

que la justice requalifie leur contrat commercial en contrat de travail, en leur accordant le statut de salarié, avec une protection sociale contre les accidents du travail et les maladies, des horaires encadrés, des congés payés et un salaire garanti.

Qu'ils soient chauffeurs, livreurs à vélo ou aides à domicile, ces travailleurs dits indépendants n'ont fait que changer la forme de leur exploitation. À l'ère du numérique, les auto-entrepreneurs connectés ont remplacé les chômeurs d'antan qui essayaient d'ouvrir une baraque à frites, mais l'impasse est la même

Que l'on soit salarié ou « indépendant », fonctionnaire ou dans le privé, en CDI ou en intérim, la seule chose qui peut limiter la rapacité des patrons est le rapport de force.

En s'organisant pour réagir face aux attaques de leur patron, les chauffeurs d'Uber montrent que la véritable nature de l'économie capitaliste est l'exploitation, et que son seul antidote reste les luttes collectives des travailleurs.

Camille Lulle

Trois mois après la dispersion policière du camp de réfugiés de Calais, alors que moins de 800 mineurs isolés ont pu passer en Grande-Bretagne, le gouvernement britannique a annoncé l'arrêt de ces transferts.

2 000 mineurs isolés avaient été raflés et internés dans des centres improvisés. Le plus grand flou règne sur le sort des 1 200 jeunes qui ne seront pas acceptés au Royaume-Uni. En théorie, la loi leur donne droit à un hébergement, à l'accès à l'école, à des soins et à un accompagnement socio-éducatif jusqu'à leur majorité. Mais, dans les faits, leur prise en

charge est très aléatoire. Le même problème se pose pour les 6 000 autres mineurs isolés repérés par les services sociaux en France, et encore plus pour ceux qui demeurent dans la clandestinité.

L'État tente de se décharger le plus possible de leur prise en charge financière sur les services départementaux d'aide à l'enfance. Mais le budget des départements est de plus en plus sollicité. Le gouvernement est bien plus prompt à produire des discours sécuritaires et des mesures pour repousser les migrants qu'à protéger les mineurs.

C.L.

Renvois d'ascenseur

François Fillon et Henri de Castries, dirigeant du groupe AXA, sont voisins en leurs châteaux de la Sarthe, se fréquentent depuis longtemps, partagent les mêmes points de vue. Lorsque Fillon a monté sa société de conseil, AXA a été l'un de ses premiers clients, pour un montant et un travail que la justice connaîtra peut-être. Puis Henri de Castries a rejoint l'équipe Fillon pour gagner la primaire de la droite. La presse le présentait alors

comme le futur ministre des Finances d'un Fillon président.

AXA est le premier assureur mondial, avec un chiffre d'affaires de 100 milliards d'euros et un bénéfice de 5,6 milliards en 2015. Fillon se débat pour avoir capté quelques millions. Dans ce renvoi d'ascenseur, le politicien n'est que le liftier, même si son uniforme est doré sur tranche.

P.G.

IL Y A 60 ANS

11 février 1957 : l'exécution de l'ouvrier communiste Fernand Iveton

Il y a soixante ans, un ouvrier de 30 ans, algérien d'origine européenne, Fernand Iveton, condamné à mort par un tribunal militaire français, était guillotiné avec deux nationalistes algériens. Son crime ? Avoir marqué sa solidarité avec le soulèvement indépendantiste que le gouvernement français, dirigé par le socialiste Guy Mollet, réprimait alors par tous les moyens.

Fernand Iveton, né à Alger le 12 juin 1926 de père français et de mère espagnole, était employé à EGA (Électricité et gaz d'Algérie). Membre du Parti communiste algérien (PCA), il déposa le 14 novembre 1956 dans un local de l'usine à gaz du Hamma à Alger une bombe qui devait exploser à 19h30. Il fut arrêté à 16h20 et la bombe fut désamorcée. Iveton fut torturé et jugé en flagrant délit. Dix jours plus tard, il était condamné à mort par un tribunal militaire. Le 5 février 1957, le président de la République, René Coty, et le garde des Sceaux (le ministre de la Justice), François Mitterrand, lui refusèrent la grâce. Iveton fut guillotiné le 11 février,

moins de trois mois après l'acte qui avait entraîné sa condamnation.

Iveton ne fut pas le seul Algérien d'origine européenne, lié au PCA, à payer de sa vie sa solidarité avec le peuple algérien. Il y eut Henri Maillot et Maurice Laban, exécutés pour avoir déserté et créé un « maquis rouge » contre l'armée française, ou encore Maurice Audin, torturé et assassiné par les paras pendant la bataille d'Alger. Pendant la guerre d'Algérie, il y eut 198 exécutions capitales de combattants algériens, dont 45 quand Mitterrand était ministre.

La guerre d'Algérie avait commencé le 1^{er} novembre 1954. En janvier 1956, le Front républicain conduit

par le socialiste Guy Mollet et ses alliés remporta les élections législatives. Élu pour faire la paix, Mollet intensifia la guerre.

Iveton était révolté par la dictature coloniale contre le peuple algérien. Le PCA se disait pour l'indépendance, mais il agissait aussi comme une succursale du PCF qui, depuis 1945, restait partisan du maintien des colonies dans l'empire français. Tout en n'étant pas dans le gouvernement de Front républicain, le PCF vota les pleins pouvoirs à Guy Mollet.

Iveton, comme Maillot et Laban, était insatisfait des attermoissements du PCA, mais il était aussi en désaccord avec les nationalistes du FLN. Quand il prit contact avec Yacef Saadi, le chef FLN de la zone d'Alger, pour envisager des attentats en commun, ce dernier espérait une forte explosion des cuves de gaz, un « petit Hiroshima » selon ses dires, qui aurait frappé les esprits et hâté la fin de la guerre. Iveton, qui y était



COLLECTION HELENE IVETON

opposé, voulait une explosion symbolique et choisit l'heure de 19h30 pour être sûr qu'il n'y aurait plus d'ouvriers dans l'usine. Il voulait faire entendre la protestation d'un ouvrier solidaire du peuple algérien en lutte contre le colonialisme français.

Arrêté, Iveton se retrouva face à l'implacable répression coloniale. Il fut torturé, promptement condamné, lâché alors par le PCF, qui refusa d'assurer sa défense. Bien qu'il n'ait causé ni mort ni blessé, la

grâce lui fut refusée par le pouvoir socialiste d'alors. Dans le même temps, les paras, à la recherche des militants FLN dans la casbah d'Alger, torturaient et assassinaient en toute impunité.

En 1982, Hélène Iveton, sa veuve, chercha à obtenir du gouvernement d'union de la gauche la réhabilitation de son mari. Elle fut éconduite par un ministre trop occupé à rétablir les pensions des militaires OAS, le général putschiste Salan en tête...

Jacques Fontenoy